



PLAN MINISTÉRIEL 2024 à 2025

Services publics et Approvisionnement Canada

Jean-Yves Duclos, c.p., député
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement



Services publics et
Approvisionnement Canada

Public Services and
Procurement Canada

Canada

Légendes des photos de la page couverture (dans le sens horaire à partir du coin supérieur droit)

- L'écluse et le barrage de St. Andrews à Lockport, au Manitoba, a rouvert après 2 ans de travaux visant à remplacer le tablier du pont.
- Un chasseur CF-18 Hornet de la force opérationnelle aérienne du Canada.
- Employés à l'un des emplacements de CotravailGC de SPAC.
- Membre de l'équipe du sculpteur du Dominion travaillant sur un élément architectural dans le cadre du projet de réhabilitation de la Cité parlementaire.

Numéro de catalogue : P1-33F-PDF

ISSN: 2371-8854

Plan ministériel de Services publics et Approvisionnement Canada pour l'exercice 2024 à 2025 en un coup d'œil

Un plan ministériel décrit les priorités, les plans et les coûts associés d'un ministère pour les 3 prochains exercices.

- [Vision, mission, raison d'être et contexte opérationnel](#)
- [Lettre de mandat du ministre](#)

[\[Lisez le plan ministériel complet\]](#)

[\[Imprimez cette page\]](#)

Principales priorités

Dans son rôle de fournisseur de services communs, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est bien placé pour contribuer à quelques-unes des priorités du gouvernement du Canada, dont les suivantes :

Modernisation de l'approvisionnement

- poursuivre la mise en œuvre progressive de l'Initiative de modernisation des contrats de SPAC dont le but est d'assurer l'uniformité des marchés publics pour les fournisseurs et les clients et d'en réduire la complexité
- continuer de moderniser les pratiques d'approvisionnement, particulièrement la simplification de l'approvisionnement et sa numérisation
- lancer des services de soutien à la négociation pour les approvisionnements complexes et de grande valeur, améliorant ainsi la capacité à négocier de meilleurs résultats contractuels et à optimiser le rapport qualité-prix pour les clients
- mettre en œuvre des politiques et des outils qui appuient les petites et moyennes entreprises canadiennes

Prestation de services

- collaborer avec des partenaires clés à la prestation de services de grande qualité que la population canadienne mérite et auxquels elle s'attend, notamment en réglant les problèmes de paye en souffrance pour les fonctionnaires et en faisant avancer le système de paye et de ressources humaines de prochaine génération

Logement

- appuyer les efforts du gouvernement du Canada en vue d'améliorer l'accessibilité au logement en accélérant l'utilisation de terres fédérales excédentaires et la conversion de locaux à bureaux inoccupés du portefeuille fédéral en logements axés sur le marché

Régime de soins dentaires

- continuer à travailler étroitement avec des partenaires clés à la mise en œuvre du Régime canadien de soins dentaires et à la mise en place d'un plan de communication coordonné, régulier et efficace avec les Canadiens et les Canadiennes

Recentrer les dépenses gouvernementales

Dans le Budget de 2023, le gouvernement s'est engagé à réduire ses dépenses de 14,1 milliards de dollars au cours des 5 prochaines années, à compter de 2023 à 2024, et de 4,1 milliards de dollars par an par la suite.

Dans le cadre du respect de cet engagement, SPAC prévoit les réductions de dépenses suivantes :

- **2024 à 2025** : 148 161 000 \$
- **2025 à 2026** : 154 107 000 \$
- **2026 à 2027 et par la suite** : 162 246 000 \$

SPAC atteindra ces réductions en réduisant les dépenses liées au fonctionnement, aux services professionnels et aux déplacements, notamment en :

- Maximisant son portefeuille de bureaux;
- Examinant ses activités d'investissement;
- Explorant de nouvelles occasions de synergies et de regroupement des activités;
- Modifiant la composition de la main-d'œuvre pour favoriser les compétences essentielles de demain;
- Exploitant des modèles d'affaire qui ont vu le jour depuis la pandémie;
- Automatisant les processus et en tirant profit des nouvelles technologies;
- Analysant des activités de programme qui pourraient ne plus être essentielles;
- Réalisant d'autres économies diverses.

Les chiffres de ce plan ministériel tiennent compte de ces réductions.

Faits saillants

Un cadre ministériel des résultats comprend les responsabilités essentielles d'une organisation, les résultats qu'elle prévoit atteindre et les indicateurs de rendement qui mesurent les progrès vers ces résultats.

Achat de biens et services

Résultats ministériels

- les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun et au meilleur rapport qualité-prix
- les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs
- les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

Dépenses prévues : 181 701 564 \$

Ressources humaines prévues : 2 425 équivalents temps plein (ETP)

En 2024 à 2025, SPAC :

- poursuivra la modernisation de l'approvisionnement par la mise en œuvre d'initiatives, telle l'Initiative de modernisation des contrats, conçue pour simplifier les pratiques d'approvisionnement et appuyer un environnement de plus en plus numérique, formuler des observations concrètes fondées sur les données, garantir l'optimisation des ressources et faire progresser les services de soutien direct à la négociation
- réalisera des achats clés à l'appui de la politique de défense du Canada, *Protection, Sécurité, Engagement*, et continuera de collaborer avec les autres ministères et l'industrie en vue de mettre en œuvre la Stratégie nationale de construction navale
- encouragera une participation autochtone accrue à l'approvisionnement fédéral et continuera de faire progresser les initiatives pangouvernementales visant à accroître la diversité des fournisseurs participant aux achats gouvernementaux
- continuera à concevoir et à mettre en œuvre de nouveaux outils, de nouvelles directives et de nouvelles initiatives qui appuient l'approvisionnement en technologies vertes et écologiques à l'échelle du gouvernement fédéral
- appuiera la mise en œuvre de politiques d'approvisionnement réciproques afin d'offrir des occasions d'approvisionnement équilibrées aux partenaires commerciaux du Canada et de mieux soutenir les entreprises canadiennes, dont les petites et moyennes entreprises

De plus amples renseignements sur achat de biens et services peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Paiements et comptabilité

Résultats ministériels

- les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace
- les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte
- en collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux
- les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Dépenses prévues : 767 912 712 \$

Ressources humaines prévues : 6 266 ETP

En 2024 à 2025, SPAC :

- continuera à administrer et à assurer des services de paye et d'avantages sociaux exacts et rapides à tous les fonctionnaires, tout en progressant vers la résolution des problèmes de paye en suspens pour les clients du Centre des services de paye et en améliorant la conformité aux normes de service
- continuera de livrer des produits et services rapides, de grande qualité et axés sur le client à plus d'un million de participants actifs et retraités au régime de pension et mettra en œuvre des méthodes et des technologies novatrices afin de moderniser la prestation des services de pension

De plus amples renseignements sur paiements et comptabilité peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Biens et infrastructure

Résultats ministériels

- les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix
- les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada

Dépenses prévues : 3 347 618 258 \$

Ressources humaines prévues : 4 691 ETP

En 2024 à 2025, SPAC :

- concevra, à la suite du Budget de 2023, un plan de réduction du portefeuille afin de rajuster le portefeuille de biens immobiliers, de moderniser les locaux à bureaux, de mettre en évidence des estimations d'économies et de mettre sur pied un plan pour l'utilisation temporaire et la rénovation à long terme d'immeubles fédéraux afin d'améliorer l'accès au logement
- fera la promotion de la durabilité dans les activités d'écologisation du gouvernement et les stratégies d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets pour les biens immobiliers et les infrastructures de SPAC
- appuiera l'avenir du travail du gouvernement du Canada, ce qui comprend l'opérationnalisation de la transformation du milieu de travail et le soutien au modèle de travail hybride
- continuera à améliorer les passages dans la région de la capitale nationale et à faire progresser les évaluations et la planification associées à un passage supplémentaire afin d'assurer la santé et la sécurité des usagers
- poursuivra la mise en œuvre de la stratégie de Laboratoires Canada en vue de fournir aux scientifiques fédéraux des installations scientifiques et technologiques de pointe, collaboratives, accessibles et durables
- fera avancer la réhabilitation de la Cité parlementaire par le biais de la vision et du plan à long terme

De plus amples renseignements sur biens et infrastructure peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Soutien à l'échelle du gouvernement

Résultats ministériels

- les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité
- le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée
- les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

Dépenses prévues : 159 892 137 \$

Ressources humaines prévues : 2 706 ETP

En 2024 à 2025, SPAC :

- s'adaptera au rythme rapide de la transformation numérique dans les services linguistiques en tirant profit de l'intelligence artificielle dans le processus de traduction
- collaborera avec des partenaires clés afin d'augmenter la capacité d'interprétation en langues officielles et autochtones
- modernisera les services et les outils afin d'améliorer le service à la clientèle et continuera à améliorer les services de gestion des cas et d'information pangouvernementaux pour mieux soutenir le gouvernement du Canada ainsi que les Canadiens et les Canadiennes

- fournira des environnements numériques et cybersécurisés, augmentera la capacité de traitement de l'information et intégrera des outils modernes à l'appui de la Stratégie numérique et de l'Ambition numérique du gouvernement du Canada
- améliorera le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées afin de répondre à un contexte de menace externe en évolution et de renforcer l'efficacité du Régime d'intégrité et ainsi atténuer davantage le risque posé par les fournisseurs aux pratiques contraires à l'éthique
- concevra une approche de prestation davantage axée sur le client afin de protéger les renseignements et les biens sensibles et stratégiques du gouvernement auxquels le secteur privé a accès

De plus amples renseignements sur soutien à l'échelle du gouvernement peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Ombudsman de l'approvisionnement

Résultats ministériels

- sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements
- les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends
- les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Dépenses prévues : 4 480 464 \$

Ressources humaines prévues : 28 ETP

Tout en demeurant indépendant des organisations fédérales, y compris de SPAC, le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement réalisera ce qui suit en 2024 à 2025 :

- examinera les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin d'encourager l'équité, l'ouverture et la transparence, et de transmettre de l'information relative à l'approvisionnement aux organisations fédérales et aux fournisseurs canadiens en vue de promouvoir la transparence du processus d'approvisionnement fédéral
- examinera les plaintes des fournisseurs canadiens et fera des recommandations de compensation, le cas échéant
- offrira des services de règlement extrajudiciaires des différends qui permettent aux fournisseurs et aux organisations fédérales de se réunir dans un cadre neutre afin de trouver des solutions, de préserver les relations d'affaires et d'éviter des procédures coûteuses

De plus amples renseignements sur ombudsman de l'approvisionnement peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Plan ministériel de Services publics et Approvisionnement Canada

Sur cette page

- [De la part du ministre](#)
- [Plans pour assurer les responsabilités essentielles et les services internes](#)
 - [Achat de biens et de services](#)
 - [Paiements et comptabilité](#)
 - [Biens et infrastructure](#)
 - [Soutien à l'échelle du gouvernement](#)
 - [Ombudsman de l'approvisionnement](#)
 - [Services internes](#)
- [Dépenses et ressources humaines prévues](#)
 - [Dépenses](#)
 - [Financement](#)
 - [État condensé prospectif des opérations](#)
 - [Ressources humaines](#)
- [Renseignements ministériels](#)
- [Tableaux de renseignements supplémentaires](#)
- [Dépenses fiscales fédérales](#)
- [Définitions](#)

[\[Imprimez cette page\]](#)

De la part du ministre



L'honorable Jean-Yves Duclos, c.p., député

Services publics et Approvisionnement Canada

J'ai le plaisir de présenter le Plan ministériel de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour l'exercice 2024 à 2025, qui dresse le portrait des plans du ministère en vue de réaliser son vaste mandat consistant à servir les Canadiens et les Canadiennes et à appuyer le gouvernement du Canada.

SPAC joue un rôle essentiel dans l'avancement d'importantes priorités gouvernementales étant donné sa fonction d'acheteur central, de spécialiste des questions linguistiques, de gestionnaire de biens immobiliers, de trésorier, de comptable, de conseiller en matière d'intégrité et d'administrateur de la paye et des pensions pour les ministères et organismes fédéraux.

Parmi toute l'étendue des responsabilités de SPAC, les quatre grandes priorités suivantes feront l'objet d'une attention particulière au cours du prochain exercice : l'approvisionnement, y compris la Stratégie nationale de construction navale, le logement, la paye et le Régime canadien de soins dentaires.

À titre d'acheteur central du gouvernement du Canada, SPAC s'engage à moderniser continuellement son processus d'approvisionnement. L'une des priorités clés de SPAC sera donc de continuer de simplifier le processus d'approvisionnement tout en maintenant des normes élevées en ce qui a trait à la diversité, à l'éthique et à la durabilité. L'utilisation accrue d'analyses guidées par les données permettra de veiller à ce que l'approvisionnement soutienne les objectifs du Canada en matière de politique économique et garantisse l'optimisation des ressources au profit de la population canadienne.

La Stratégie nationale de construction navale demeurera au cœur des priorités de SPAC. Ainsi, nous continuerons d'appuyer l'industrie canadienne de la construction navale, en créant des emplois et des avantages économiques pour les Canadiens et les Canadiennes et en offrant aux membres de la Marine royale canadienne et de la Garde côtière canadienne les navires modernes dont ils ont besoin.

L'une des priorités les plus urgentes du gouvernement est d'assurer l'accessibilité au logement pour les Canadiens et les Canadiennes. SPAC appuiera cette priorité stratégique en accélérant la cession de biens fédéraux excédentaires. Ces biens pourront alors être envisagés pour une conversion en des logements abordables et axés sur le marché.

Comme le ministère est responsable des paiements et de la comptabilité à l'échelle du gouvernement fédéral, l'une de ses priorités essentielles demeurera de veiller à ce que les fonctionnaires soient payés adéquatement et en temps opportun, ainsi que de faire avancer les travaux sur le système de paye et de ressources humaines de prochaine génération.

Afin d'appuyer la quatrième grande priorité de SPAC, d'importants efforts seront déployés au cours de l'exercice en collaboration avec des partenaires clés en vue de la mise en œuvre du Régime canadien de soins dentaires.

Le ministère poursuivra aussi son ferme engagement envers la réconciliation en s'efforçant de faire en sorte qu'un minimum de 5 % de la valeur de ses contrats soit attribué à des entreprises autochtones. En tant que ministère responsable de la gestion des biens immobiliers, de l'approvisionnement et des services de traduction du gouvernement du Canada, SPAC est particulièrement bien placé pour contribuer à renforcer les liens entre le gouvernement fédéral et les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

SPAC continuera d'encourager la diversité et l'inclusion en adoptant plusieurs mesures, qu'il s'agisse d'accroître la diversité des soumissionnaires en ce qui concerne les marchés publics ou de réaliser des

analyses comparatives entre les sexes plus au cours du cycle de vie de ses initiatives. Nous poursuivrons également notre travail à l'appui de la mise en œuvre de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, tout particulièrement au moyen de notre premier plan d'accessibilité réglementé pour 2023 à 2025, qui définit un large éventail d'objectifs et d'activités ayant pour but de rendre SPAC entièrement accessible et inclusif pour son personnel et l'ensemble de la population canadienne.

Le ministère concentre ses efforts pour offrir des services exceptionnels à tous les Canadiens et les Canadiennes et continuera de moderniser les systèmes et les applications du receveur général afin d'assurer la prestation de services accessibles et de grande qualité à la population canadienne.

En tant que fournisseur de services communs du gouvernement du Canada, SPAC continuera de contribuer activement à la mise en œuvre de la Stratégie pour un gouvernement vert, notamment en aidant les ministères et les organismes à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Le ministère poursuivra son travail relatif au Plan de portefeuille neutre en carbone en vue de déterminer la voie la plus économique pour atteindre des opérations immobilières carboneutres d'ici 2050. De plus, il soutiendra la vision de l'avenir du travail pour les fonctionnaires fédéraux, qui définit le milieu de travail postpandémique et les technologies qui le soutiennent.

Il ne s'agit là que de quelques-uns des points saillants des plans de SPAC pour l'exercice financier 2024 à 2025. J'ai hâte de travailler avec les fonctionnaires dévoués de SPAC afin de stimuler la croissance économique du Canada, tout en luttant contre les changements climatiques et en créant un avenir juste et inclusif pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes.

Jean-Yves Duclos, c.p., député

Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

Plans pour assurer les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et services internes

- [Achat de biens et services](#)
- [Paielements et comptabilité](#)
- [Biens et infrastructure](#)
- [Soutien à l'échelle du gouvernement](#)
- [Ombudsman de l'approvisionnement](#)
- [Services internes](#)

Achat de biens et services

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)

- [Résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue au domaine « Société » du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#) et, plus précisément, à l'indicateur « Perception positive de la diversité » par le truchement d'initiatives appuyant l'achat de biens et de services auprès de fournisseurs sous-représentés, dont les entreprises autochtones.

Cette responsabilité essentielle contribue également au domaine « Environnement » du Cadre de qualité de vie et, plus précisément, à l'indicateur « Émissions de gaz à effet de serre » par le truchement d'activités augmentant le nombre de véhicules à émission nulle disponibles dans les méthodes d'approvisionnement de SPAC.

Résultats et cibles

Les tableaux suivants présentent, pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle achat de biens et services, les indicateurs, les résultats des 3 exercices les plus récemment déclarés, les cibles et les dates cibles approuvées en 2024 à 2025.

Tableau 1 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC	90%	87%	80%	Au moins 80 %	31 mars 2025
Pourcentage des contrats originaux d'une	78 %	75 %	64 %	Au moins 85 %	31 mars 2025

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits					
Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits	81 %	78 %	75 %	Au moins 80 %	31 mars 2025
Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat	1,50 \$	1,33 \$	1,23 \$	Au plus 1,75 \$	31 mars 2025
Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique	76 %	79 %	80 %	Au moins 80 %	31 mars 2025
Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions satisfaisantes ont été reçues (niveaux 3 à 5)	Sans objet Tableau 1 Note 1	Sans objet Tableau 1 Note 2	67%	Au moins 62 %	31 mars 2025

Notes du tableau 1

Tableau 1 Note 1

Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui est axé sur les soumissions recevables en particulier, plutôt que sur toutes les soumissions reçues.

Tableau 1 Note 2

Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui est axé sur les soumissions recevables en particulier, plutôt que sur toutes les soumissions reçues.

Tableau 2 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant facilement accessible	87 %	85 %	81 %	Au moins 80 %	31 mars 2025
Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent	85 %	84 %	85 %	Au moins 80 %	31 mars 2025

Tableau 3 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises	47 %	32 %	24 %	Au moins 25 % Tableau 3 Note 1	31 mars 2025

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement qui visent des biens et des services « écologiques »	42,6 %	45 %	45 %	Au moins 45 %	31 mars 2025
Pourcentage de participation de fournisseurs autochtones aux processus d'approvisionnement	S.O. Tableau 3 Note 2	S.O. Tableau 3 Note 3	7 %	Au moins 11 %	31 mars 2025
Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes aux processus d'approvisionnement	S.O. Tableau 3 Note 4	S.O. Tableau 3 Note 5	14 %	Au moins 15 %	31 mars 2025

Notes du tableau 3

Tableau 3 Note 1

Plusieurs fournisseurs qui s'étaient auto-identifiés comme petites ou moyennes entreprises (PME) ne satisfaisaient pas dans les faits à la définition d'une PME. Le ministère a apporté les correctifs nécessaires afin de fournir des résultats plus précis, et la cible a été révisée en conséquence.

Tableau 3 Note 2

Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.

Tableau 3 Note 3

Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.

Tableau 3 Note 4

Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.

Tableau 3 Note 5

Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) sont accessibles dans l'[InfoBase du gouvernement du Canada](#) (Infobase du GC).

Plans visant à atteindre les cibles

Résultat ministériel : Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix

À titre d'acheteur central du gouvernement du Canada, SPAC s'est engagé à mettre en place un processus d'approvisionnement bien géré tout en obtenant le meilleur rapport qualité-prix possible pour la population canadienne. Le ministère gère les achats de biens et de services d'une valeur d'environ 25 milliards \$ par année pour le compte des ministères et organismes fédéraux.

Par l'intermédiaire de ses activités d'approvisionnement, SPAC continuera d'aider les ministères et organismes fédéraux à offrir des programmes aux Canadiens et Canadiennes. En 2023 à 2024, SPAC a attribué le contrat principal pour le Régime canadien de soins dentaires, un programme pancanadien à long terme de soins dentaires dont la portée et l'ampleur permettront de servir tous les Canadiens et Canadiennes admissibles. La mise en œuvre et l'exécution du régime se poursuivront en 2024 à 2025. De plus, SPAC lancera, pour le compte de Transports Canada, un marché concurrentiel pour le projet de train à grande fréquence dont le but est d'offrir un transport propre,

En 2024 à 2025, la région de l'Atlantique de SPAC poursuivra la phase pilote d'une initiative d'approvisionnement appuyant les artistes autochtones émergents et établis dans le Canada atlantique. Une demande de renseignements offrira une plateforme pour faire l'achat d'œuvres d'art à des fins d'utilisation dans les immeubles et bureaux du gouvernement du Canada au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard.

sécuritaire et efficace aux Canadiens et Canadiennes tout en soutenant la croissance économique et en renforçant les relations avec les peuples, les entreprises et les communautés autochtones. SPAC lancera également un marché pour le compte de l'Agence spatiale canadienne, Ressources naturelles Canada (RNCAN) et Environnement et Changement climatique Canada pour la mission GardeFeu dont le but est de faire l'achat d'une constellation de trois satellites afin de surveiller les feux de forêt. La mission appuiera la gestion des feux de forêt dans l'ensemble du Canada, fournira des renseignements précis sur la fumée et la qualité de l'air, et améliorera la prise de mesure des émissions de carbone des feux de forêt. En outre, SPAC continuera de collaborer avec RNCAN afin de conclure des ententes contractuelles avec les provinces et les territoires pour le Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation, qui soutient les capacités d'identification des inondations afin de favoriser l'adaptation à un climat en changement. SPAC continuera aussi de gérer les contrats portant sur les vaccins et les produits thérapeutiques pour le compte de l'Agence de la santé publique du Canada afin d'obtenir les formules les plus récentes et de faire les ajustements nécessaires afin d'optimiser la gestion des stocks pour la COVID-19. Le ministère appuiera aussi les activités d'approvisionnement et la gestion des contrats en lien avec la biofabrication et l'état de préparation à une pandémie.

Approvisionnement maritime et de défense

SPAC continuera de se concentrer sur les approvisionnements clés à l'appui de la politique de défense du Canada, [Protection, Sécurité, Engagement](#), et de la [Stratégie nationale de construction navale](#) (SNCN).

En 2024 à 2025, SPAC octroiera des contrats pour le projet de modernisation des véhicules logistiques, le programme de formation du personnel navigant de l'avenir et le soutien en service pour le projet d'avion stratégique de transport et de ravitaillement en vol pour le compte du ministère de la Défense nationale (MDN).

En partenariat avec le MDN, SPAC poursuivra la gestion du contrat de définition du projet de navire de combat canadien. Les travaux de conception se poursuivent en vue de permettre le début des activités de construction en 2024. Le ministère demeure engagé à collaborer avec le MDN pour concevoir le contrat de mise en œuvre pour la construction de navires, l'objectif étant d'octroyer le contrat à l'hiver 2025.

À l'appui de la SNCN, les travaux sur les navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique (NPEA) pour la Marine royale canadienne et la Garde côtière canadienne se poursuivront. En 2024 à 2025, des progrès seront réalisés pour livrer le NPEA 5, lancer le NPEA 6, poser la quille du NPEA 7 et entreprendre la construction du NPEA 8, le dernier dont la construction est prévue. De plus, le ministère mènera des activités de consultation de l'industrie en appui aux divers projets en lien avec les sous-marins de la classe Victoria. Dans l'année à venir, SPAC prévoit que le contrat pour la conversion du navire de la Garde côtière canadienne *Judy LaMarsh*, un brise-glace léger, sera octroyé et que le MDN prendra livraison de ses deux premiers gros remorqueurs navals.

En partenariat avec le MDN et le Conseil canadien des normes, SPAC concevra un programme canadien de certification de cybersécurité et le mettra en œuvre. Le programme aura pour but de renforcer la chaîne d'approvisionnement de défense du Canada et imposera l'accréditation obligatoire pour certains contrats de défense fédéraux.

Par l'entremise de sa participation à [l'Initiative de soutien](#), SPAC appuie l'optimisation à long terme de l'approvisionnement en matière de défense. En 2024 à 2025, le ministère appuiera les professionnels de l'approvisionnement dans la conception de solutions de soutien en matière de matériel de défense, notamment l'amélioration des ressources de soutien et l'élaboration d'un cadre de gestion du rendement pour les contrats de soutien.

SPAC contribue aussi à l'Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité qui offre une gamme d'options de financement afin d'aider les innovateurs canadiens à résoudre des défis en matière de défense et de sécurité, ainsi qu'au Programme canadien pour la sûreté et la sécurité qui encourage les avancées novatrices en sciences et technologie qui contribuent à la sûreté et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes. De plus, SPAC travaille à la conception d'une série d'événements soulignant les possibilités axées sur l'approvisionnement pour les entreprises novatrices de haute technologie du Canada dont l'objectif serait d'aider les fournisseurs à mieux tirer profit des possibilités d'approvisionnements et des programmes gouvernementaux connexes à l'appui de l'innovation et de la croissance économique.

Prestation améliorée des services

En 2024 à 2025, tout en continuant d'administrer l'approvisionnement de biens et services pour le compte des ministères et organismes fédéraux, SPAC concentrera ses efforts sur l'amélioration de la prestation de services.

Pour ce faire, le ministère continuera à chercher des méthodes novatrices et des solutions numériques qui amélioreront le processus d'approvisionnement, le service à la clientèle et l'infrastructure de données afin de garantir que les ministères et organismes fédéraux reçoivent les produits et les services dont ils ont besoin quand ils en ont besoin, au meilleur rapport qualité-prix tout en appuyant les priorités ministérielles en matière d'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) et de diversité des fournisseurs.

SPAC continuera d'assurer le fonctionnement d'AchatsCanada en tant que guichet unique des occasions d'approvisionnement à l'échelle de la fonction publique. Le ministère améliorera l'automatisation et la simplification des méthodes d'approvisionnement des services professionnels et des approvisionnements connexes. De plus, afin d'améliorer la prestation de services, SPAC modernisera les outils d'approvisionnement pour les services professionnels afin de renforcer davantage la diligence raisonnable par des cadres de contrôle appropriés.

Le ministère tirera profit des capacités de vérification de la Solution d'achats électroniques, qui soutient AchatsCanada, afin d'éclairer les décisions et d'optimiser la participation au marché des fournisseurs, d'encourager l'approvisionnement social et de recueillir de meilleures données grâce à un accès en temps réel aux approvisionnements, et d'assurer une surveillance efficace de la gestion. De plus, SPAC fera progresser les engagements envers la diversité des fournisseurs dans les occasions gouvernementales d'approvisionnement en utilisant des analyses de données et en améliorant son suivi de la diversité des fournisseurs afin de concevoir des plans d'action et d'encourager la participation de groupes en quête d'équité sous-représentés.

La mise en œuvre par étapes de l'Initiative de modernisation des contrats de SPAC, dont l'objectif est d'assurer l'uniformité des marchés publics et d'en réduire la complexité en fonction des commentaires

de la communauté de fournisseurs, rendra l'approvisionnement moins fastidieux pour les fournisseurs. Des travaux débuteront en 2024 à 2025 afin d'élargir l'application du nouveau modèle à l'échelle du gouvernement.

SPAC continuera aussi de faire progresser les services de soutien direct à la négociation, fournira des renseignements opérationnels, de la formation, des outils et un appui direct afin de mieux informer, équiper et outiller ses agents d'approvisionnement en plus de soutenir les processus de négociation complexes afin de satisfaire les besoins des ministères clients et d'offrir le meilleur rapport qualité-prix.

Résultat ministériel : Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs

Modernisation de l'approvisionnement

SPAC continue de faire progresser les initiatives visant la modernisation de l'approvisionnement, la simplification des pratiques d'approvisionnement et l'optimisation des ressources. Pour ce faire, il continue d'utiliser le nouveau portail infonuagique d'AchatsCanada et de faire progresser la mise en œuvre par étapes de l'Initiative de modernisation des contrats. En 2024 à 2025, SPAC commencera à fournir aux autres ministères un nouvel outil d'assemblage de contrats dans la foulée de l'adoption d'un nouveau modèle de contrat et du contenu modernisé dans tous les appels d'offres du ministère et les contrats subséquents. De plus, le ministère continuera d'optimiser l'utilisation d'AchatsCanada afin d'assurer la conformité avec les besoins liés aux opérations, aux données et aux politiques.

SPAC surveille les analyses de données en cours et en tire profit afin de produire des observations concrètes qui permettront d'accroître le rendement et l'efficacité. Alors que ce changement stratégique vers un processus décisionnel basé sur les données continuera en 2024 à 2025, le ministère fera progresser la mise en œuvre de sa stratégie pluriannuelle d'analyses de données d'approvisionnement.

Résultat ministériel : Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

Approvisionnement auprès d'entreprises autochtones

En 2024 à 2025, SPAC continuera d'appuyer Services aux Autochtones Canada dans la mise en place d'une méthode transformatrice d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. Pour ce faire, le ministère accroît la sensibilisation interne concernant l'objectif d'octroyer 5 % de la valeur totale des marchés publics à des entreprises autochtones, y compris dans les options d'approvisionnement disponibles, et encourage la consultation préliminaire avec des entreprises, communautés et partenaires autochtones. Dans son rôle de fournisseur de services communs, SPAC continuera d'offrir du soutien et une orientation aux clients quant aux méthodes d'approvisionnement et aux stratégies pour encourager la participation autochtone à l'approvisionnement fédéral.

SPAC applique une approche autochtone pas défaut dans ses activités d'approvisionnement. Le but est ainsi d'augmenter la participation et l'inclusion des entreprises autochtones en cernant des occasions de passation de marchés et de sous-traitance mutuellement avantageuses. Des spécialistes de l'approvisionnement travaillent avec les clients pour que les stratégies d'approvisionnement tiennent compte de tous les facteurs appropriés. Par exemple, au cours de la phase de planification d'activités complexes de grande et moins grande valeur, les acheteurs doivent explorer l'intérêt, la capacité et la disponibilité des entreprises autochtones à fournir des biens, des services et de la construction. Qui plus

est, les entrepreneurs sont encouragés, au moyen de critères cotés, à former un partenariat avec des fournisseurs autochtones et à signer avec eux des contrats de sous-traitance.

Pour accroître la sensibilisation et créer de meilleurs rapports entre acheteurs et fournisseurs, Soutien en approvisionnement Canada (SAC) a considérablement intensifié ses activités auprès des groupes en quête d'équité, dont les entreprises autochtones. SAC a notamment organisé des séances d'information pour les entreprises autochtones afin de les informer sur les possibilités d'approvisionnement et les mesures de soutien qui leur sont offertes, ainsi que des salons des acheteurs, qui permettent aux fournisseurs de parler directement à des acheteurs publics et d'en apprendre plus à propos de possibilités d'approvisionnement à venir. Dans les bureaux régionaux de SPAC, cette méthode continuera d'offrir aux entreprises autochtones l'occasion de soumissionner des projets qui correspondent mieux à leurs intérêts, leur capacité, leur disponibilité et leur emplacement.

Diversité des fournisseurs

En appui au Plan d'action pour la diversité des fournisseurs, SPAC continuera de se concentrer sur des initiatives visant à accroître la diversité des fournisseurs. Pour ce faire, le ministère aidera les agents d'approvisionnement à intégrer des critères socioéconomiques aux processus d'approvisionnement et à mener des processus d'approvisionnement permettant de faire progresser l'approvisionnement social.

SPAC concevra des initiatives d'approvisionnement dans le cadre desquelles, pour certains approvisionnements, les soumissions seront réservées aux fournisseurs s'identifiant comme étant membres d'un groupe qui a été sous-représenté dans l'approvisionnement fédéral par le passé. De plus, SPAC concevra des initiatives d'approvisionnement visant expressément à accroître la participation des entrepreneurs noirs aux chaînes d'approvisionnement fédérales.

SPAC continuera de tirer profit des réseaux d'intervenants existants et d'en créer de nouveaux afin de consulter les participants qui ont été sous-représentés dans l'approvisionnement fédéral par le passé afin de mieux connaître leurs entreprises et leurs besoins. Ces connaissances permettront d'offrir plus d'initiatives et de programmes d'approvisionnement social ciblés et efficaces au sein du ministère. SPAC continuera de privilégier des activités de sensibilisation adaptées aux entreprises qui ont été sous-représentées dans l'approvisionnement fédéral par le passé. En 2024 à 2025, le ministère a pour objectif de mener au moins 650 activités de rayonnement ciblant les communautés sous-représentées dans l'approvisionnement fédéral ou de participer à de telles activités.

Achats écologiques et propres

L'intégration de considérations environnementales aux achats fédéraux et la mise à profit des dépenses fédérales pour accélérer la transition vers une économie circulaire et carboneutre demeurent des priorités pour SPAC. En 2024 à 2025, le ministère mettra en place deux nouvelles normes en matière de carbone intrinsèque au titre de la Politique d'achats écologiques, ainsi qu'un langage normalisé en matière d'emballage durable. La mise en œuvre par SPAC de la nouvelle Norme sur la divulgation des renseignements liés aux émissions de gaz à effet de serre et l'établissement des cibles de réduction garantira que les objectifs de réduction des GES sont intégrés à tout approvisionnement d'une valeur supérieure à 25 millions \$. Le nouveau langage normalisé du ministère sur les emballages écologiques oblige les fournisseurs à utiliser des emballages réutilisables, consignés ou recyclables dans toutes les acquisitions de biens administrées par SPAC, ou les encourage à le faire s'il y a exemption. SPAC poursuivra aussi l'actualisation de l'arrangement fédéral en matière d'approvisionnement pour les

fauteuils de bureau en intégrant des exigences plus strictes en matière de durabilité environnementale, dont une réduction plus poussée des plastiques, une augmentation de la recyclabilité du produit et de son emballage et la diminution des émissions des produits.

SPAC continuera à travailler sur un projet pluriannuel pour élaborer un outil de passation de marchés publics écologiques pour les biens fédéraux, dans le but de produire une plateforme de recherche en ligne pour aider les agents d'approvisionnement de SPAC à identifier les biens à privilégier du point de vue environnemental qui respectent les exigences des ministères clients. En 2024 à 2025, le ministère mettra en œuvre un projet pilote de collecte de données sur les calculateurs et méthodologies d'empreinte carbone qui ont été élaborés dans le cadre du projet d'approvisionnement à faibles émissions de carbone.

SPAC continuera aussi de faciliter l'achat de véhicules carboneutres et hybrides pour les organismes et ministères fédéraux. Le ministère augmentera le nombre de véhicules disponibles par offre à commandes en consultant des fabricants existants afin qu'ils accroissent leur offre et en intégrant de nouveaux fabricants.

SPAC encourage l'innovation de l'industrie canadienne en menant des approvisionnements appuyant des programmes d'autres ministères, comme Solutions innovatrices Canada, une initiative conçue pour stimuler la recherche, le développement et la commercialisation de technologies novatrices canadiennes. Le ministère appuie Solutions innovatrices Canada dans un appel de propositions visant à atténuer les répercussions environnementales des activités terrestres, marines et aériennes du gouvernement du Canada, ce qui donne l'occasion aux PME de vendre leurs innovations directement au gouvernement.

Approvisionnement réciproque et appui aux petites et moyennes entreprises

SPAC continuera d'appuyer le ministère des Finances Canada et Affaires mondiales Canada dans la conception de politiques d'approvisionnement réciproque afin de garantir que les biens et services sont achetés auprès de pays qui offrent aux entreprises canadiennes un niveau semblable d'accès à leur marché. En s'attaquant à la question des pays qui mettent des obstacles injustes au commerce, les politiques d'approvisionnement réciproque contribueront à la création de chaînes d'approvisionnement durables et mutuellement avantageuses. De plus, en réduisant l'accès de certains fournisseurs étrangers au marché de l'approvisionnement fédéral canadien, les politiques d'approvisionnement réciproque augmenteront les possibilités pour les entreprises canadiennes, dont les PME, ainsi que pour les partenaires commerciaux du Canada.

Principaux risques

Approvisionnement mondial

SPAC pourrait avoir de la difficulté à fournir ses services en raison de la complexité inhérente de l'approvisionnement maritime et de défense, des impacts des tensions géopolitiques sur la disponibilité des produits de base et les chaînes d'approvisionnement, et des effets résiduels de la pandémie de COVID-19. Ces enjeux pourraient avoir une incidence sur la confiance des intervenants et sur la capacité de ses clients à atteindre leurs objectifs en lien avec la politique *Protection, Sécurité, Engagement* et la

Stratégie nationale de construction navale. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Continuer de fournir aux professionnels de l’approvisionnement un appui continu dans le développement de solutions de soutien;
- Continuer la mise en œuvre d’une stratégie de ressources humaines pour soutenir la capacité du gouvernement et de l’industrie à atteindre les objectifs de la Stratégie nationale de construction navale.

Gestion du changement

La communauté de l’approvisionnement de SPAC pourrait avoir de la difficulté à s’adapter à de nouveaux processus, considérations et outils en raison de la rapidité, de l’envergure et de la portée des modifications en cours. Cette situation pourrait nuire à la capacité du ministère à rendre l’approvisionnement plus simple, accessible et inclusif, et plus apte à produire des résultats positifs sur le plan socioéconomique et de la durabilité de l’environnement. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Élaborer une stratégie de transformation et renforcer la gouvernance afin de cibler la transformation et la gestion du changement;
- Revoir le guide et les directives sur l’approvisionnement à l’appui de la mise en œuvre des programmes.

Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025

- Dépenses prévues : 181 701 564 \$
- Ressources à temps plein prévues : 2 425

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC assure l’application du processus d’ACS Plus dans le cadre de l’élaboration des politiques et des outils d’approvisionnement. Les agents d’approvisionnement de SPAC travaillent également en collaboration avec leurs clients pour intégrer l’ACS Plus dans les approvisionnements.

Dans le but de renforcer ces efforts, SPAC continuera de donner son cours de formation sur l’application de la méthode ACS Plus à l’approvisionnement en utilisant une méthodologie par étapes qui démontre comment cette approche de SPAC peut contribuer à un environnement d’approvisionnement équitable.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l’ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le [Tableau de renseignements supplémentaires sur l’analyse comparative entre les sexes plus](#).

Programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités prévues par SPAC dans le cadre de sa responsabilité essentielle d’achat de biens et de services, telles que la modernisation de l’approvisionnement, les stratégies inclusives d’approvisionnement, l’augmentation de la participation autochtone à l’approvisionnement, les achats

écologiques et le centre de ressources et d'approvisionnement en produits accessibles, soutiennent les efforts du Canada visant à se conformer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur les contributions de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 ainsi qu'à la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) dans la [Stratégie ministérielle de développement durable](#) (SMDD) de SPAC.

Répertoire des programmes

Achat de biens et de services est pris en charge par le programme suivant dans le répertoire des programmes :

- Programme des approvisionnements

Des informations complémentaires sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes de SPAC sont disponibles sur l'InfoBase du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Aucun changement n'a été apporté au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière.

Paiements et comptabilité

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pensions du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue au domaine « Prospérité » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, aux indicateurs « Revenu des ménages », « Richesse des ménages » et « Bien-être financier » par l'émission de paiements et l'administration des services de pension et de paye.

Cette responsabilité essentielle contribue aussi au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, à l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions » par l'entremise de toutes les activités mentionnées dans la description de la responsabilité essentielle.

Résultats et cibles

Les tableaux suivants présentent, pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle paiements et comptabilité, les indicateurs, les résultats des 3 exercices les plus récemment déclarés, les cibles et les dates cibles approuvées en 2024 à 2025.

Tableau 4 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits Tableau 4 Note 1	99,99 %	99,99 %	99,99 %	Au moins 99 %	31 mars 2025
Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables	100 %	100 %	100 %	Au moins 95 %	31 mars 2025
Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits	97,2 %	90,3 %	97,4 %	Au moins 95 %	31 mars 2025

Notes du tableau 4

Tableau 4 Note 1

Les échéanciers établis peuvent varier en fonction des modalités du contrat et de la législation applicable.

Tableau 5 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais	99 %	98 %	98 %	Au moins 95 %	31 mars 2025

Tableau 6 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Nombre d'employés confrontés à de potentielles erreurs de paye au Centre des services de la paye	S.O. Tableau 6 Note 1	S.O. Tableau 6 Note 2	135 500	Au plus 88 000	31 mars 2025
Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye	70 %	72 %	66 %	Au moins 65 %	31 mars 2025
Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre des services de paye, qui ont été traités selon les normes de service	89 %	83 %	88 %	Au moins 80 %	31 mars 2025

Notes du tableau 6

Tableau 6 Note 1

Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui permettra de mesurer, de surveiller et de déclarer de façon transparente le nombre d'employés exposés à de possibles erreurs de paye en raison

d'opérations de paye en attente au Centre des services de paye. L'indicateur permettra d'informer les employés, les parlementaires et les Canadiens au sujet des progrès réalisés en vue de la stabilisation de l'administration de la paye.

Tableau 6 Note 2

Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui permettra de mesurer, de surveiller et de déclarer de façon transparente le nombre d'employés exposés à de possibles erreurs de paye en raison d'opérations de paye en attente au Centre des services de paye. L'indicateur permettra d'informer les employés, les parlementaires et les Canadiens au sujet des progrès réalisés en vue de la stabilisation de l'administration de la paye.

Tableau 7 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Les Comptes publics du Canada sont disponibles en ligne en format PDF et HTML de même que sur le portail Gouvernement ouvert dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes	100 %	100 %	100 %	100 %	31 mars 2025
Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts	100 %	100 %	100 %	Au moins 99 %	31 mars 2025

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de SPAC sont accessibles dans l'Infobase du GC.

Plans visant à atteindre les cibles

Résultat ministériel : Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais, et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace

Les responsabilités de SPAC concernant les paiements ont une incidence directe sur les particuliers et les entreprises du Canada au quotidien et assurent la sécurité financière de millions de Canadiens et Canadiennes qui reçoivent des paiements de paye, de pension et de prestations sociales du gouvernement. À ce titre, en 2022 à 2023, le ministère a géré des flux de trésorerie de 3,15 billions \$ en émettant et en traitant plus de 389 millions de paiements au nom du gouvernement fédéral (dont la majorité était des versements de prestations sociales), et en percevant des recettes pour tous les ministères et organismes gouvernementaux.

En 2024 à 2025, SPAC continuera à moderniser les systèmes et les applications du receveur général afin d'assurer la prestation de services accessibles et de grande qualité aux Canadiens et Canadiennes ainsi qu'à ses autres clients.

L'effort soutenu pour numériser et améliorer les services en ligne permettra à SPAC de se conformer aux pratiques exemplaires de l'industrie.

En 2024 à 2025, en appuyant le ministre en tant que receveur général du Canada, SPAC continuera de gérer les opérations de la trésorerie fédérale, de tenir à jour les systèmes centraux de trésorerie du gouvernement, de fournir des états financiers pangouvernementaux mensuels et de présenter annuellement la situation financière du Canada et les états financiers vérifiés.

SPAC continuera aussi à mettre en œuvre le programme de renouvellement et de modernisation du receveur général pour, en fin de compte, offrir une meilleure expérience utilisateur à valeur ajoutée aux parlementaires, aux ministères et organismes gouvernementaux, aux institutions financières et aux Canadiens et Canadiennes. Le ministère améliorera l'efficacité des paiements et de la perception des recettes en investissant dans des projets visant à faire en sorte que les fonctions de trésorerie ne dépendent plus des anciens systèmes informatiques et à moderniser ses offres de services. SPAC étudiera des façons d'accroître sa flexibilité pour adopter les innovations du secteur des paiements, d'offrir aux Canadiens et Canadiennes un choix d'options de paiement, de revitaliser les systèmes et les processus de trésorerie, de consolider les bases de données de trésorerie pour améliorer la qualité des données et d'améliorer la prévention et la détection des fraudes.

Résultat ministériel : Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte

En tant qu'un des plus grands et importants administrateurs de régimes de retraite au Canada, SPAC fournit des services à plus de 1 million de participants actifs et retraités de huit différents régimes de retraite du secteur public fédéral : la fonction publique, la Gendarmerie royale du Canada, les Forces armées canadiennes (régulières et réservistes), les membres du Parlement, le corps diplomatique, les juges de nomination fédérale et les lieutenants-gouverneurs. SPAC veille aussi à ce que les cotisations au Régime de pension de retraite de la fonction publique soient remises avec exactitude à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public dans les délais prescrits.

En 2024 à 2025, SPAC améliorera l'expérience client en se concentrant sur la transition en cours vers un modèle de prestation de services sécuritaire et axé sur l'utilisateur, conformément aux pratiques exemplaires de l'industrie. Le ministère fera aussi progresser ses initiatives de renouvellement de son site Web sur les pensions afin d'améliorer la consultation avec les participants au régime et de permettre aux participants actifs et retraités d'accéder à de plus en plus de services en ligne, où et quand ils le veulent.

Résultat ministériel : En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux

SPAC est responsable de l'administration de la paye de plus de 415 000 comptes de paye du gouvernement et offre des services de rémunération complets à environ 270 000 employés du gouvernement du Canada. L'une de ses grandes priorités est de stabiliser le système de paye et de veiller à ce que les fonctionnaires reçoivent, à temps, la paye qui leur est due. Pour ce faire, en 2024 à 2025, SPAC mettra en œuvre les conventions collectives dans les délais négociés, adoptera des outils et des innovations, corrigera les anomalies, fournira des services d'intégrité des données, assumera une fonction de contrôleur financier et de gérance financière et offrira de la formation et de l'information à la communauté de la rémunération du gouvernement du Canada, aux ressources humaines (RH) et aux communautés fonctionnelles des finances.

L'environnement dans lequel les services de RH et de paye sont offerts à l'échelle du gouvernement du Canada est complexe. Les problèmes de RH et de paye ne sont pas seulement techniques, ils sont interconnectés avec des données, la gestion des activités et la culture. En mai 2023, le premier ministre annonçait la nomination d'un nouveau sous-ministre délégué de SPAC responsable de la coordination de la paye d'entreprise. Le ministère, par l'entremise du Bureau de coordination de la paye d'entreprise, sera responsable de la conception d'une stratégie intégrée d'entreprise en matière de RH et de paye et de la surveillance d'une équipe intégrée travaillant dans plusieurs organisations fédérales, deux éléments clés d'une modernisation réussie des RH et de la paye du gouvernement du Canada. Le travail visera à répondre aux défis d'entreprise, de gouvernance, de données, de culture et de RH à l'échelle du gouvernement. Quatre piliers ont été établis afin de répondre aux défis et besoins actuels et futurs, à savoir :

- Données : moderniser la prestation de services de paye et de RH en exploitant l'intelligence artificielle, une gouvernance des données solide et une reddition de comptes perfectionnée afin de créer un centre de données unique et central pour toutes les données sur les employés;
- Paye : automatiser le système de paye autant que possible afin qu'il soit moderne et adapté aux objectifs et continuer de réduire l'arriéré de cas;
- Ressources humaines : normaliser les processus, les pratiques et les systèmes afin que le Secrétariat du Conseil du Trésor puisse rendre possible une gestion des RH uniforme dans tous les ministères;
- Gestion : garantir que les décisions clés en matière de gestion seront prises en fonction du modèle opérationnel, de la technologie et de la solution de paye et de RH en plus de mettre en œuvre un plan de gestion du changement et de communication afin d'exposer clairement les rôles et responsabilités des intervenants de la fonction publique.

Il a été déterminé que ces priorités sont fondamentales à une approche permettant à la gestion des RH et à la paye de la fonction publique d'être itérative, intégrée, numérique, moderne et axée sur le client.

Résultat ministériel : Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Le receveur général est un chef de file mondial en matière de pratiques exemplaires dans le domaine de la comptabilité gouvernementale. Pendant 25 années consécutives, les états financiers consolidés du gouvernement du Canada ont obtenu une opinion sans réserve du vérificateur général.

En 2024 à 2025, SPAC continuera de gérer le grand livre général du gouvernement du Canada et de produire des rapports financiers pangouvernementaux, y compris les Comptes publics du Canada et l'État mensuel des opérations financières du Canada, tout en fournissant aux ministères et organismes des conseils spécialisés et des directives sur les questions relatives à la comptabilité et à la présentation de rapports. SPAC continuera à fournir à tous les Canadiens et Canadiennes des informations accessibles et fiables sur les finances du pays par le biais des Comptes publics du Canada, disponibles dans quatre formats différents et dans les deux langues officielles. SPAC collaborera également avec des partenaires clés pour améliorer et moderniser les Comptes publics.

SPAC continuera aussi de faire progresser le programme de renouvellement et de modernisation du receveur général en investissant dans les technologies modernes et en explorant les possibilités d'innovation et de partenariat pour que les rapports financiers à l'échelle du gouvernement demeurent une source de données financières moderne, fiable et accessible au Canada.

Principaux risques

Livraison efficace

SPAC pourrait accuser du retard dans la stabilisation complète de l'administration de la paye pour le gouvernement du Canada en raison de la hausse soutenue du nombre de transactions de RH et des contraintes en matière de capacité, une situation qui pourrait nuire davantage aux efforts pour renforcer la confiance des intervenants et pour réduire les responsabilités du gouvernement. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Traiter les dossiers en souffrance critiques et maintenir les normes de service applicables aux nouveaux dossiers tout en veillant à ce que des efforts soient déployés pour éliminer le reste des dossiers en souffrance non critiques, dans la mesure où la capacité le permet;
- Mettre en œuvre un plan de recrutement pour maintenir la capacité de traitement de la paye au Centre des services de paye et continuer d'accroître les compétences de la main-d'œuvre actuelle;
- Fournir des rapports sur la stabilisation du processus des RH à la paye pour aider à cerner les problèmes en amont qui ont une incidence sur la paye.

Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025

- Dépenses prévues : 767 912 712 \$
- Ressources à temps plein prévues : 6 266

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC continuera d'analyser les données en matière de paye et examinera la composition par âge, sexe et langue des employés connaissant un problème en lien avec leur paye afin de guider la planification et les décisions futures pour améliorer les résultats du traitement de la paye pour divers groupes d'employés.

Par le truchement du programme de pension, SPAC continuera de collecter des données relatives aux caractéristiques démographiques et à la diversité grâce à des sondages de satisfaction auprès des participants au régime afin d'évaluer la prestation des services actuels aux divers groupes et de cerner les possibilités d'amélioration et d'innovation.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus).

Répertoire des programmes

Paiements et comptabilité est pris en charge par les programmes suivants dans le répertoire des programmes :

- Administration de la paye fédérale
- Administration de la pension fédérale
- Comptabilité et production de rapports à l'échelle du gouvernement
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Avantages des legs en matière de RH
- Paiement en remplacement d'impôt aux administrations locales
- Paiements et perception des recettes

Des informations complémentaires sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes de SPAC sont disponibles sur l'InfoBase du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Depuis l'année dernière, SPAC a apporté les changements suivants à son cadre de production de rapports pour la responsabilité essentielle paiements et comptabilité :

- La méthodologie de l'indicateur de résultat ministériel « Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye » a été mise à jour afin de représenter plus précisément ce que l'indicateur mesure.
- La formulation de l'indicateur de résultat ministériel « Pourcentage de cas, soumis à temps au centre de paye, qui ont été traités à temps » est devenue « Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre des services de paye, qui ont été traités selon les normes de service », et la méthodologie a été modifiée en conséquence afin d'utiliser un langage plus précis et ainsi éviter les interprétations erronées et offrir des résultats plus constants et fiables.

Biens et infrastructure

Dans la présente section

- [Description](#)

- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue au domaine « Prospérité » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, à l'indicateur « Besoins en matière de logement », par des activités visant à appuyer les efforts du gouvernement du Canada à améliorer l'accès au logement.

Cette responsabilité essentielle contribue aussi au domaine « Environnement » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, aux indicateurs « Émissions de gaz à effet de serre » et « Gestion des déchets », par des activités en lien avec l'avancement de la durabilité, de la résilience climatique et du programme vert pour les biens immobiliers fédéraux et les biens d'infrastructure.

Résultats et cibles

Les tableaux suivants présentent, pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle biens et infrastructure, les indicateurs, les résultats des 3 exercices les plus récemment déclarés, les cibles et les dates cibles approuvées en 2024 à 2025.

Tableau 8 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	58 %	56,9 %	56,7 %	Au moins 54 %	31 mars 2025
Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont	48 %	54,8 %	41,2 %	Au moins 53 %	31 mars 2025

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
dans un état adéquat ou meilleur					
Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont aménagés (modernisés) chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement en milieu de travail du gouvernement du Canada en tant qu'approche du Milieu de travail GC	3,32 %	2,17 %	2,34 %	Au moins 4 %	31 mars 2025
Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget	95 %	95 %	95 %	Au moins 95 %	31 mars 2025
Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles	99,62 %	99,64 %	99,72 %	Au moins 99 %	31 mars 2025
Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État	135,35 \$ par mètre carré	172,31 \$ par mètre carré	185,98 \$ par mètre carré	Au plus 195,87 \$ par mètre carré Tableau 8 Note 1	31 mars 2025

Notes du tableau 8

Tableau 8 Note 1

La cible a été mise à jour afin de rendre compte avec plus de justesse du coût opérationnel en vue d'une augmentation du taux d'inflation.

Tableau 9 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Score total d'accessibilité des immeubles appartenant à l'État et gérés par SPAC et des immeubles obtenus par bail-achat évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de l'Association canadienne de normalisation de 2018 (CSA B651-2018)	S.O. Tableau 9 Note 1	67 %	72 %	S.O. Tableau 9 Note 2	31 mars 2025
Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements Tableau 9 Note 3	57,6 %	57,1 %	59,9 %	Au moins 40 %	31 mars 2025 Tableau 9 Note 4

Notes du tableau 9

Tableau 9 Note 1

Nouvel indicateur depuis 2021 à 2022.

Tableau 9 Note 2

Le cycle d'évaluation technique en vertu de la norme d'accessibilité 2018 de l'Association canadienne de normalisation prend fin en 2023 à 2024. Une nouvelle norme a été adoptée et guidera le prochain cycle d'évaluation de cinq ans débutant en 2025 à 2026 (CSA/ASC B651:2023). De ce fait, aucune cible n'a été fixée pour l'exercice 2024 à 2025 puisque SPAC fera la transition vers la nouvelle norme et aucune évaluation ne sera effectuée d'ici là.

Tableau 9 Note 3

À l'appui des objectifs généraux établis dans le cadre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, SPAC a déjà réduit de 58,1 % ses émissions de GES, ce qui dépasse l'objectif de la Stratégie de développement durable fédérale de 40 % d'ici 2030. Cela représente la somme des initiatives en matière d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de GES du portefeuille de biens immobiliers appartenant à l'État de SPAC, de la décarbonisation des réseaux d'électricité à l'échelle du pays et de l'achat de certificats d'énergie renouvelable.

Tableau 9 Note 4

La cible pour cet indicateur est de 40 % d'ici 2025 et de 90 % d'ici 2050.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de SPAC sont accessibles dans l'Infobase du GC.

Plans visant à atteindre les cibles

Résultat ministériel : Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix

Évolution du travail et réduction du portefeuille

La mise en œuvre d'un modèle de travail hybride commun au sein de la fonction publique fédérale a accéléré la transformation du milieu de travail et offre beaucoup d'occasions de modernisation des cadres de travail traditionnels et d'optimisation des besoins de locaux à bureaux. En tant que fournisseur de services communs, SPAC continuera de répondre au besoin grandissant de plusieurs ministères de moderniser le milieu de travail pour les employés d'aujourd'hui et de demain. Alors que les organisations redéfinissent l'avenir du travail, la méthode de SPAC offrira des options pour un environnement de travail en mode hybride qui satisfait aux exigences opérationnelles et soutient la productivité.

En 2024 à 2025, SPAC continuera d'optimiser le portefeuille de locaux à bureaux afin d'offrir des locaux à bureaux modernes, technologiques, sécuritaires, durables, inclusifs et accessibles aux ministères clients tout en l'adaptant aux besoins de régimes de travail évolutifs. Le Plan à long terme du portefeuille des immeubles à bureaux de 2024 vise à faire progresser le modèle de milieu de travail hybride, se concentrant sur la modernisation des locaux en vertu de normes d'aménagement des locaux du gouvernement du Canada, ce qui comprend le travail axé sur les activités et le partage de l'espace (postes de travail dépersonnalisés).

En réponse au Budget de 2023, SPAC continuera de travailler en étroite collaboration avec les ministères clients et les organismes centraux afin d'évaluer leurs besoins en espace dans le contexte d'un modèle de travail hybride. Le ministère rajustera et modernisera le portefeuille de biens immobiliers en réduisant les locaux à bureaux existants de 50 % et déterminera les économies potentielles que ceci représente pour les 10 prochaines années. Cette réduction se produira graduellement au moyen de diverses stratégies, dont celle d'aliéner des bâtiments excédentaires et sous-utilisés appartenant à l'État et d'optimiser les baux.

Faire progresser les projets transformateurs, accélérer la modernisation et remettre en état les édifices patrimoniaux d'importance nationale

SPAC continuera de faire progresser plusieurs projets transformateurs qui sont au cœur de sa stratégie globale de portefeuille d'immeubles à bureaux et des objectifs gouvernementaux. Des investissements dans des biens stratégiques clés d'un océan à l'autre diminueront les coûts de fonctionnement et offriront aux fonctionnaires fédéraux des lieux de travail modernes, durables, sains, sécuritaires, accessibles et collaboratifs tout en conservant leur importance nationale et leur caractère historique.

En 2024 à 2025, SPAC fera avancer plusieurs projets majeurs de remise en état dans la région de la capitale nationale (RCN), dont Les Terrasses de la Chaudière, la Place du Portage, phase III, et le pré Tunney. De plus, le ministère continuera son travail important de conservation du patrimoine canadien en réhabilitant et en restaurant des lieux et des bâtiments d'importance nationale. Parmi les projets en cours, citons l'édifice Lester B. Pearson, l'édifice de la Cour suprême du Canada, l'Édifice commémoratif de l'Ouest et l'édifice Connaught.

Dans la région de l'Atlantique, SPAC rénove le Centre des pêches du Golfe, situé à Moncton au Nouveau-Brunswick, par l'entremise de la stratégie Laboratoires Canada. Construit en 1948 sous le nom de Collège Notre-Dame d'Acadie, le site a une importance culturelle pour les Acadiens, étant le premier établissement d'enseignement postsecondaire francophone pour les femmes des Maritimes. SPAC rénovera le site au cours des 10 prochaines années pour en faire une installation moderne à la fine pointe de la technologie pour les scientifiques étudiant les écosystèmes aquatiques côtiers de l'Atlantique. De plus, le ministère continuera de faire progresser un projet de locaux afin de moderniser les infrastructures et installations vieillissantes et de répondre aux besoins d'espace grandissants de l'Agence du revenu du Canada (ARC) à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador. Les travaux progresseront également dans le cadre du projet de modernisation de l'édifice Daniel J. Macdonald à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, qui vise à moderniser le bâtiment, ses systèmes et les espaces de travail.

Dans la région du Québec, SPAC poursuivra la construction du nouvel immeuble du gouvernement du Canada sur le site actuel du Centre national de vérification et de recouvrement de l'ARC à Shawinigan afin d'offrir un lieu de travail moderne qui répond aux besoins actuels et futurs déterminés par les ministères fédéraux logés sur place. Le ministère fera également avancer le projet de construction et d'aménagement du nouveau complexe judiciaire de Montréal (Palais de justice de Montréal) dans le cadre de la Stratégie nationale d'aménagement des locaux pour les cours et tribunaux fédéraux dont le but est de consolider les activités de clients aux besoins similaires. Parmi d'autres projets, on compte le projet pilote du 1550, avenue D'Estimauville à Québec ainsi que le projet de revitalisation du Complexe Guy-Favreau à Montréal.

Dans la région de l'Ontario, SPAC continuera l'exécution d'un projet de construction du gouvernement du Canada dans la région du Grand Toronto afin de favoriser une collaboration accrue et de réaliser des économies d'échelle grâce à la colocalisation d'organisations de services de sécurité et au regroupement de plusieurs emplacements loués dans une nouvelle installation.

Dans la région de l'Ouest, SPAC poursuivra la mise en œuvre de la stratégie multiphasée pour les bureaux de Winnipeg, qui est axée sur la consolidation, la modernisation et l'écologisation du portefeuille de SPAC en tirant parti des biens de l'État existants, y compris les immeubles patrimoniaux et à vocation spéciale.

Enfin, dans la région du Pacifique, le projet de revitalisation du campus King George de SPAC renouvellera et optimisera un bien clé du portefeuille de SPAC afin de suivre le rythme des demandes fédérales à Surrey, en Colombie-Britannique, l'une des villes canadiennes connaissant la croissance la plus rapide. Tout en appuyant les plans de SPAC relatifs aux biens immobiliers et les besoins des clients fédéraux, le site s'intégrera au développement de la communauté avoisinante et s'alignera sur les priorités provinciales et municipales pour la région, ce qui sera avantageux pour tous les Canadiens et Canadiennes.

Protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité des ouvrages techniques

SPAC conserve et exploite un portefeuille spécialisé d'ouvrages techniques. Ces ouvrages sont très dispersés géographiquement et se répartissent en cinq types de biens : les ponts, les barrages, les routes, les infrastructures maritimes et le système énergétique de quartier de la RCN, qui comprend sept centrales de chauffage et de refroidissement et 14 kilomètres de réseaux de distribution connexes. SPAC continuera de mettre en œuvre sa stratégie pour les ouvrages techniques pour en protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité afin qu'ils demeurent sécuritaires pour les Canadiens et les Canadiennes et qu'ils soient conformes aux priorités du gouvernement du Canada en ce qui concerne la réconciliation, l'écologisation du gouvernement et l'accessibilité.

Le travail se poursuivra pour remplacer la partie québécoise du Complexe des barrages Témiscamingue, qui approche la fin de son cycle de vie, et en assurer la sécurité. SPAC poursuivra son processus d'évaluation environnementale et sa consultation des communautés autochtones touchées, conformément aux directives de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada. En 2024 à 2025, SPAC finalisera l'énoncé des incidences environnementales et demandera une décision du ministre de l'Environnement et du Changement climatique quant au résultat de l'évaluation environnementale. Il continuera aussi de faire progresser un projet majeur visant à remplacer le tablier d'acier du pont levant du canal de Burlington en Ontario. Ces changements vont améliorer le fonctionnement global du pont, garantissant ainsi la sécurité des utilisateurs du pont pour les années à venir. En outre, ce projet prolongera et maximisera la vie du tablier, des trottoirs et des approches du pont.

De plus, SPAC fera avancer le projet de rénovation du point d'entrée de Pacific Highway mené par l'Agence des services frontaliers du Canada, dont l'objectif est de moderniser ce poste frontalier terrestre et d'offrir des services frontaliers de manière plus efficace et efficiente entre le Canada et les États-Unis.

SPAC fera aussi avancer la construction du Centre énergétique modernisé de Gatineau. Ce centre énergétique est l'un des quatre établissements construits ou rénovés afin d'offrir des services de

chauffage et de refroidissement propres et carboneutres par le truchement du système énergétique de quartier de la RCN du gouvernement fédéral. Grâce à la modernisation du système énergétique de quartier, le ministère contribuera aux engagements du gouvernement du Canada en matière de changement climatique en assurant la transition vers une économie à faible émission de carbone et en stimulant le secteur des technologies propres.

Améliorer les points de passage interprovinciaux dans la région de la capitale nationale

SPAC continuera de contribuer aux efforts soutenus d'entretien des points de passage existants et fera progresser l'évaluation et la planification d'un point de passage supplémentaire dans la RCN. L'investissement dans la réhabilitation et l'entretien de la traverse des Chaudières et du pont Macdonald-Cartier se poursuivra. En 2024 à 2025, SPAC achèvera l'élargissement du pont-jetée de Hull et les réparations structurales du pont Union (traverse des Chaudières). Le ministère amorcera aussi le travail de conception de la traverse des Chaudières afin de renouveler les deux structures sud et de remplacer la travée du canal Bronson en plus de faire progresser les exigences du projet de rafraîchissement du revêtement de la couche de roulement et des poutres du pont Macdonald-Cartier. Malgré l'intention de remplacer le pont d'ici 10 ans, des travaux de réparation doivent être réalisés afin d'assurer la sécurité du pont entre-temps. SPAC fera progresser le projet de restauration de la promenade du pont Alexandra. Le travail structurel accompli sur ce projet facilitera la déconstruction et la sécurité lors du projet de remplacement du pont. En 2024 à 2025, SPAC terminera la consultation du public relative au projet de remplacement du pont Alexandra en ce qui concerne les options d'études conceptuelles.

Vision et plan à long terme pour la Cité parlementaire

En collaboration avec le Sénat du Canada et la Chambre des communes, SPAC continue la mise en œuvre de la vision et du plan à long terme (VPLT), une stratégie de plusieurs décennies visant à restaurer et à moderniser la Cité parlementaire du Canada. Le travail déjà accompli a permis d'amorcer la restauration historique et la modernisation de l'édifice du Centre, un des objectifs principaux de la VPLT depuis ses tout débuts.

Comme l'objectif central visant à restaurer et moderniser l'édifice du Centre est bien entamé, une attention est maintenant portée sur la mise à jour de la VPLT afin de créer un complexe parlementaire consolidé et intégré qui satisfait aux besoins d'un parlement moderne pour que les éléments essentiels, tels la sécurité, l'accessibilité, la manutention des matériaux, le stationnement, le paysagement, la durabilité et les réseaux numériques, répondent aux besoins à long terme du Parlement. Une première étape importante dans la réalisation de ce plan est le réaménagement de l'îlot 2, l'îlot urbain délimité par les rues Metcalfe, Wellington, O'Connor et Sparks à Ottawa, en Ontario. Sa rénovation servira d'abord à offrir un emplacement transitoire afin de permettre la réhabilitation des biens patrimoniaux et parlementaires principaux (l'édifice de l'Est et l'édifice de la Confédération). L'îlot servira ensuite à accueillir de façon permanente des activités parlementaires. Avec l'achèvement d'un concours de conception architecturale d'envergure internationale et l'octroi d'un contrat de services d'architecture et de génie à Zeidler Architecture/David Chipperfield, le lauréat du concours, SPAC finalisera avec le Parlement l'établissement d'un programme fonctionnel et, à la fin de 2024, concevra des travaux de construction et les commencera.

Situé au cœur de l'îlot 2, l'Espace pour les peuples autochtones, ainsi qu'un espace consacré aux Algonquins, comprend le 100, rue Wellington, une édification future sur terrain intercalaire entre le 100, rue Wellington et le 119, rue Sparks, ainsi que l'ancien immeuble de la CIBC situé au 119, rue Sparks. SPAC continuera de collaborer avec Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et le Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg à l'élaboration continue, à l'amélioration et à l'approbation d'un accord de planification et de conception d'un espace consacré aux Algonquins.

SPAC continuera de faire progresser le projet de réhabilitation de l'édifice du Centre, la réhabilitation patrimoniale la plus importante et la plus complexe de l'histoire du Canada. Afin de garantir que ce chef-d'œuvre patrimonial puisse être utile aux Canadiens et Canadiennes pour un autre siècle, il doit être soigneusement démonté puis reconstruit afin de respecter les normes actuelles, dont une structure renforcée, des mesures de protection parasismiques accrues et un nouveau système industrialisé et numérique. La construction du Centre d'accueil du Parlement reliera les édifices de l'Est, de l'Ouest et du Centre afin d'en faire un complexe parlementaire intégré, renforcera la sécurité, améliorera l'expérience des visiteurs et accueillera les activités parlementaires. En 2024 à 2025, SPAC fera progresser la phase d'élaboration de la conception du projet et commencera à construire la structure du nouveau Centre d'accueil du Parlement. Les activités de construction à l'édifice du Centre comprendront la poursuite d'activités qui appuient l'excavation sous l'édifice, la restauration de la maçonnerie de la façade du bâtiment et la restauration hors chantier d'éléments patrimoniaux.

La Cité parlementaire est un élément central de notre capitale nationale. Sa sûreté et sa sécurité sont essentielles au fonctionnement des institutions démocratiques du Canada. Elle doit également rester un lieu dont peuvent profiter les Canadiens et Canadiennes et où ils se sentent les bienvenus. Au fil de l'évolution et du développement des besoins opérationnels du Parlement, la rue Wellington, qui, par le passé, servait de limite à la Cité parlementaire, est devenue une voie de plus en plus importante pour les activités de la Cité, internes autant qu'externes. De ce fait, en 2024 à 2025, des discussions avec les principaux intervenants continueront quant à l'avenir de la rue Wellington afin d'arriver à une solution qui élimine les obstacles relatifs aux compétences respectives des divers intervenants et améliore la sécurité et l'expérience du visiteur.

Stratégie Laboratoires Canada

SPAC est responsable de la stratégie Laboratoires Canada, guidée par la VPLT dont l'objectif est de créer un réseau fédéral de laboratoires de sciences et technologie d'envergure internationale qui sont modernes et polyvalents et qui appuient l'excellence dans le domaine de la science grâce à la collaboration ainsi qu'à la recherche et l'innovation pluridisciplinaires. La stratégie Laboratoires Canada réunit 14 ministères et organismes à vocation scientifique et, en collaboration avec Services partagés Canada (SPC), vise à faire progresser la science interdisciplinaire, à permettre des avancées et des innovations et à répondre aux défis nationaux.

En 2024 à 2025, SPAC continuera à faire progresser la conception et la construction des projets de la phase 1 de Laboratoires Canada. L'achèvement substantiel des travaux de construction du projet TerraCanada de Mississauga est prévu à l'hiver 2024. Cette installation favorisera la collaboration et une nouvelle approche quant à la découverte, au développement, au renforcement et à la commercialisation de matériaux pour l'énergie propre. Cela aidera le Canada à atteindre ses objectifs de réduction des émissions et à développer ses secteurs de l'énergie propre et de la fabrication.

La construction du Centre pour la protection des végétaux de Sidney avance tout aussi bien et on s'attend à ce que les travaux soient terminés au cours de la première moitié de 2025. Ce laboratoire est la seule installation canadienne de quarantaine, de recherche et de diagnostic pour les fruits d'arbres, les vignes et les petits fruits après leur entrée au pays. Cette nouvelle installation offrira une solution moderne et rapide de tests de dépistage pour les maladies des plantes contrôlées, améliorant la capacité du Canada à dépister ces maladies plus tôt et avec plus de justesse. Elle offrira aussi un espace commun pour la collaboration scientifique, ce qui aidera à faire progresser la recherche en sciences végétales et appuiera l'innovation dans les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

La cérémonie d'inauguration des travaux et de bénédiction autochtone du site du Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique ayant eu lieu, SPAC continuera de faire progresser les travaux de construction. La construction principale du pavillon scientifique débutera en 2024. Le site rassemblera sous un même toit les activités de recherche de plusieurs ministères, rendant les sciences aquatiques plus accessibles, favorisant la connaissance des océans et de l'eau douce, encourageant la participation des collectivités et aidant à former la prochaine génération de chercheurs en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématiques.

SPAC fera aussi avancer la conception et la planification des projets de TerraCanada et de Science réglementaire et Sciences pour la sécurité (SRSS) dans la RCN. Le projet TerraCanada de la RCN a pour but la création d'un campus intégré unique que pourraient occuper plusieurs ministères fédéraux menant des activités liées aux sciences de la Terre et où ils pourraient collaborer plus étroitement. Il fera progresser trois grands sujets scientifiques : le développement durable des terres et des ressources, la transformation vers une économie à faible émission de carbone, ainsi que la sécurité et la santé de la population canadienne. Le projet SRSS de la RCN favorisera l'intégration naturelle des capacités gouvernementales complémentaires en sciences afin de protéger la santé humaine, la salubrité des aliments et la santé animale en plus de renforcer la préparation aux situations d'urgence et la sécurité frontalière.

Laboratoires Canada continuera aussi de travailler avec SPC à la conception des feuilles de route stratégiques en architecture et technologie d'entreprise qui guideront la transformation numérique des sciences fédérales. L'appui, la collaboration et la participation de la collectivité des sciences et de la technologie seront critiques à la réussite de la vision et de l'objectif communs qui guident la modernisation de la gestion de l'information et des technologies de l'information dans le domaine des sciences numériques. Cette collaboration continuera d'évoluer au fil des projets pilotes du fonds d'expérimentation et d'innovation en 2024 à 2025.

Résultat ministériel : *Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada*

Améliorer l'accès au logement

SPAC continue de travailler avec ses partenaires dans le cadre de l'Initiative des terrains fédéraux dirigée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) qui appuie le transfert de biens immobiliers fédéraux excédentaires pour créer des logements abordables. Tirer profit du portefeuille de biens immobiliers de SPAC pour répondre à des besoins en matière de logement et à des besoins communautaires sera une composante clé de la stratégie ministérielle visant à réduire de 50 %

l’empreinte des biens immobiliers du portefeuille de bureaux du gouvernement fédéral tout en offrant des avantages socioéconomiques aux Canadiens et Canadiennes.

En 2024 à 2025, SPAC prendra des mesures afin de simplifier et d’accélérer le processus de cession des biens immobiliers. De plus, dans le cadre de son plan d’action, il évaluera les propriétés excédentaires dans une optique de création de logements et déterminera si elles peuvent convenir à une conversion en logements ou en lotissements à usage mixte. À mesure que le ministère multiplie les cessions par l’entremise du plan de réduction du portefeuille, d’autres collaborations avec des partenaires fédéraux, comme la SCHL et la Société immobilière du Canada, augmenteront l’accès à ces propriétés, ce qui appuiera l’avancement et les objectifs de la Stratégie nationale sur le logement.

Promouvoir la durabilité, la résilience aux changements climatiques et l’écologisation des biens immobiliers et des infrastructures fédérales

SPAC joue un rôle clé dans les efforts d’écologisation du gouvernement du Canada et continue d’intégrer les considérations relatives à durabilité à ses activités quotidiennes ainsi qu’à ses décisions d’investissement. Ayant enregistré une réduction de 59,9 % des GES de son portefeuille de biens immobiliers appartenant à l’État (exception faite des logements) en 2022 à 2023, comparativement à la base de référence de 2005, le ministère est en bonne voie d’atteindre la cible de réduction de 90 % fixée pour 2050 dans la Stratégie pour un gouvernement vert. De plus, il fera progresser des mesures en vue d’atteindre la cible de réduction des plastiques de 75 % que le gouvernement fédéral s’est fixé d’ici 2030 dans le Plan d’action en matière de plastique des biens immobiliers. Le ministère mettra aussi en œuvre la norme sur le carbone intrinsèque en construction en publiant la quantité de carbone intrinsèque dans les matériaux structurels d’importants projets de constructions.

SPAC progressera dans la mise en œuvre de son initiative visant à alimenter les immeubles fédéraux en électricité propre et de son Programme d’écologisation approfondie relevant du Programme d’acquisition de services énergétiques. Le Programme d’écologisation approfondie prévoit le remplacement du gaz naturel par des sources d’énergie neutres en carbone afin que le système énergétique de quartier de la RCN présente une exploitation de service énergétique à zéro carbone net et prévoit aussi que les systèmes de chauffage à la vapeur de tous les bâtiments connectés soient convertis en système à l’eau chaude à basse température. SPAC terminera la conversion de 58 bâtiments vers la nouvelle technologie de chauffage et de refroidissement d’ici le 31 mars 2025, ce qui entraînera une réduction importante des émissions de GES des biens immobiliers du gouvernement fédéral.

SPAC continuera aussi d’évaluer et d’assainir les sites contaminés afin de diminuer les risques pour la santé humaine et l’environnement par le truchement du Plan d’action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF). Le ministère s’est fixé comme objectif de terminer 97 % des évaluations et 65 % du travail d’assainissement des sites financés au titre du PASCF d’ici 2024 à 2025. Par exemple, dans la région de l’Ontario, SPAC continuera la phase de construction finale du projet du récif Randle du port de Hamilton et soutiendra le retrait éventuel du récif de la liste des secteurs préoccupants des Grands Lacs en plus d’entreprendre le travail d’assainissement du port de Whitby. De plus, SPAC continuera d’appuyer Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada dans les projets d’assainissement de la mine Giant, des Territoires du Nord-Ouest, et de la mine Faro, au Yukon, dans le cadre du Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord.

SPAC est déterminé à faire de la Cité parlementaire un modèle de durabilité en y réduisant de 80 % les émissions de GES d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2005). SPAC a déjà réduit de 63 % les émissions de GES de la Cité parlementaire par rapport aux niveaux de 2005 et devrait les réduire de 96 % d'ici 2040, tout en détournant plus de 90 % des matériaux de démolition des sites d'enfouissement. La durabilité demeure une priorité clé dans la mise à jour du VPLT qui est en cours. En 2024 à 2025, SPAC continuera de faire progresser la réhabilitation de l'édifice du Centre, le transformant de l'un des actifs les moins performants et les plus émetteurs de SPAC en une installation carboneutre. Une approche conceptuelle globale a été adoptée afin de trouver le meilleur rapport qualité-prix pour les Canadiens et Canadiennes, l'objectif étant de faire preuve de leadership exceptionnel en matière de durabilité dans un contexte patrimonial, notamment en atteignant un haut niveau d'efficacité énergétique, en devenant carboneutre et en intégrant des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans la conception, la construction et le fonctionnement du bâtiment. La stratégie Laboratoires Canada de SPAC élabore aussi un principe de conception pour des installations scientifiques carboneutres par l'entremise de mesures de durabilité améliorées. De plus, le groupe TerraCanada, un des cinq groupes scientifiques de Laboratoires Canada, réunit des capacités scientifiques fédérales importantes qui mettent l'accent sur le développement durable des terres et des ressources, sur la transformation vers une économie à faibles émissions de carbone et sur l'atténuation des dangers naturels et causés par l'humain.

Améliorer l'accessibilité des immeubles fédéraux

En tant qu'expert en biens immobiliers du gouvernement du Canada, SPAC dirige les efforts du gouvernement visant à éliminer les obstacles dans son environnement bâti et à améliorer l'accessibilité en usant de technologies habilitantes et d'autres caractéristiques. En 2024 à 2025, SPAC continuera de cerner les améliorations possibles à l'accessibilité et de les mettre en œuvre pour que les éléments du patrimoine bâti soient conformes aux normes de l'Association canadienne de normalisation en matière d'accessibilité et pour satisfaire aux exigences de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. Des consultations en cours avec le Réseau des personnes en situation de handicap de SPAC permettront de mettre en évidence des améliorations en matière d'accessibilité à fort impact et faible coût pour les biens appartenant à l'État, améliorations appelées Initiatives pour des mesures d'accessibilité prospectives.

SPAC est résolu à faire de la Cité parlementaire un modèle d'excellence et un leader en matière d'accessibilité universelle. SPAC continue de mettre en œuvre sa stratégie et son plan d'action sur l'accessibilité universelle de la Cité parlementaire. Cette stratégie établit un programme de vérification complet fondé sur les pratiques exemplaires en matière d'accessibilité universelle et définit une voie à suivre pour tirer profit du vaste programme de réhabilitation et de modernisation en cours afin de créer une Cité parlementaire plus inclusive et universellement accessible. L'accessibilité universelle est activement intégrée aux projets majeurs de réhabilitation et aux nouveaux projets de construction dans la Cité, comme la réhabilitation de l'édifice du Centre et le projet de l'îlot 2. Des exemples de ces projets dans l'édifice du Centre comprennent une voie directe de la Flamme du centenaire aux tribunes de la Chambre, des ascenseurs accessibles, des cages d'escalier plus larges, des toilettes non genrées et des salles familiales. Dans l'îlot 2, on compte, par exemple, des indicateurs tactiles d'orientation au haut des escaliers, des portes plus larges, un contraste de couleurs approprié entre les différentes parties du bâtiment afin d'aider les personnes qui ont des problèmes avec leur vision, des zones de refuge, un éclairage réglable et bien plus.

L'accessibilité universelle est aussi un principe de conception important qui orientera les projets de laboratoires haute-performance de Laboratoires Canada et ira au-delà de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* afin de garantir un accès équitable aux installations et aux services scientifiques pour tous les occupants et tous les usagers. Les questions relatives à l'accessibilité universelle seront prises en considération tout au long du processus de conception architecturale, donnant ainsi naissance à des laboratoires de pointe riches en caractéristiques telles que la signalisation tactile, des tables et tabourets de laboratoire réglables en hauteur, de l'éclairage de sécurité extérieur, des entrées accessibles, des ascenseurs et des toilettes non genrées.

Appui aux efforts de réconciliation

SPAC continuera de faire progresser la réconciliation par des consultations significatives, une mobilisation équitable et de meilleures relations et alliances stratégiques avec les peuples autochtones. Le ministère concevra des plans de participation autochtone pour plusieurs projets immobiliers afin de favoriser une meilleure communication avec les communautés autochtones et de permettre d'intégrer la réconciliation à toutes les étapes des projets immobiliers de SPAC. Pour atteindre l'objectif d'octroyer au moins 5 % des contrats fédéraux à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones, les projets de biens immobiliers et d'infrastructures seront examinés afin de déterminer les possibilités d'accroître la participation autochtone.

Par la stratégie Laboratoires Canada, SPAC continuera de faire progresser le projet du Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique et le projet de la Science de la sécurité et de la technologie des transports, qui comprennent un plan de participation autochtone de plus de 20 % et 23 %, respectivement.

De plus, les marchés publics de la RCN liés à l'entretien et à la réparation des passages, qui relèvent de la responsabilité de SPAC, exigent des soumissionnaires qu'ils présentent des plans de participation autochtone afin d'offrir aux peuples autochtones des possibilités d'approvisionnement, de développement des compétences et de formation. SPAC a signé plusieurs accords de collaboration avec des partenaires autochtones en ce qui concerne l'entretien et la réparation des passages et vise à en signer davantage. Enfin, SPAC va intensifier ses efforts pour intégrer des espaces culturels et spirituels autochtones et des éléments de conception autochtones dans les principaux projets immobiliers qu'il dirige.

En 2024 à 2025, SPAC continuera de collaborer avec le cercle consultatif sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques autochtones (STIM-A), un groupe de scientifiques autochtones appuyant 15 organismes et ministères fédéraux en leur offrant des conseils afin d'améliorer le recrutement et le maintien en poste des Autochtones dans les domaines des STIM et d'encourager une relation plus saine entre les détenteurs du savoir et les communautés autochtones dans les programmes et les politiques de ces domaines.

SPAC travaille avec les organisations autochtones nationales et le Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg à la restauration et la modernisation de la Cité parlementaire afin d'amener la perspective des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans la conception, l'architecture et le choix de matériaux. Un comité directeur dirigé par des survivants et survivantes a annoncé que le Monument national sur les pensionnats autochtones serait érigé sur la Colline du Parlement à Ottawa. Le site, près de l'édifice de l'Ouest, a été béni par des aînés lors d'une

cérémonie spéciale. Le ministère continue de travailler avec le ministère du Patrimoine canadien, la Commission de la capitale nationale et des partenaires parlementaires afin de répondre à l'appel à l'action n° 81 de la Commission de vérité et réconciliation demandant de faire construire et d'installer un monument national sur les pensionnats autochtones ainsi que d'offrir du soutien à toutes les étapes de l'élaboration du projet.

Principaux risques

Biens compromis

L'intégrité, la sécurité et l'accessibilité des biens immobiliers et des infrastructures de SPAC pourraient être compromises par les changements climatiques, les catastrophes naturelles, la détérioration des infrastructures et les défauts de conception initiaux de même que par les actions d'origine humaine, ce qui pourrait nuire à la continuité des activités gouvernementales et au bien-être des Canadiens et Canadiennes. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Continuer de réaliser divers projets pour préserver les immeubles, arrêter ou réduire la détérioration en cours, répondre aux besoins urgents de réparation d'immeubles, régler les problèmes touchant la santé et la sécurité, et réduire le coût et la complexité des travaux futurs;
- Poursuivre la mise en œuvre de mesures d'adaptation reposant sur l'évaluation de la vulnérabilité aux changements climatiques de la Cité parlementaire;
- Continuer d'adapter les mesures de sécurité dans la Cité parlementaire afin de répondre aux menaces changeantes, notamment : limiter l'accès des véhicules à certaines zones et protéger les biens et les occupants tout en encourageant la mobilisation du public et en conservant un espace fonctionnel pour ceux et celles qui y travaillent.

Approvisionnement et livraison

La réalisation efficace et efficiente d'initiatives importantes de SPAC pourrait être entravée par la nature des travaux complexes de grande envergure (ampleur des projets, complexités, dépendance des partenaires, évolution des exigences en matière de sécurité) et par la situation mondiale actuelle (inflation, délais d'approvisionnement et limites de la capacité de l'industrie), ce qui pourrait nuire à la crédibilité du ministère auprès des intervenants. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Élaborer un plan pour faire face à la croissance prévue et mener à bien les projets en fonction des fonds accordés dans le Cadre d'amélioration continue;
- Structurer, financer et accélérer la modernisation des locaux afin de concrétiser la vision du Milieu de travail du gouvernement du Canada.

Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025

- Dépenses prévues : 3 347 618 258 \$
- Ressources à temps plein prévues : 4 691

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC continuera d'intégrer les objectifs d'approvisionnement social dans les nouveaux contrats de services immobiliers pour les bâtiments et veillera à ce que les concepts des projets de locaux fédéraux

soient accessibles et inclusifs. Il continuera aussi de collaborer avec différentes organisations et communautés autochtones pour que les peuples autochtones participent à la restauration et à la modernisation de la Cité parlementaire du Canada.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités prévues par SPAC en vertu de sa responsabilité essentielle liée aux biens et à l'infrastructure, comme le programme du Milieu de travail GC, le plan pour réaliser un portefeuille neutre en carbone, la remise en état des principaux biens, la gestion des sites contaminés et la cession des terrains fédéraux excédentaires aux fournisseurs de logements, soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur les contributions de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 ainsi qu'à SFDD dans la SMDD de SPAC.

Répertoire des programmes

Biens et infrastructure est pris en charge par les programmes suivant dans le répertoire des programmes :

- Colline du Parlement et ses environs
- Locaux fédéraux et infrastructure
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Gestion du portefeuille
- Services immobiliers

Des informations complémentaires sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes de SPAC sont disponibles sur l'InfoBase du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Aucun changement n'a été apporté au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière.

Soutien à l'échelle du gouvernement

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, à l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions » par l'entremise de toutes les activités comprises dans la description de la responsabilité essentielle.

Cette responsabilité essentielle contribue aussi au domaine « Société » et, plus précisément, à l'indicateur « Perceptions positives de la diversité » par les activités menées par le Bureau de la traduction en appui aux langues officielles, aux langues autochtones et aux langages des signes.

Cette responsabilité essentielle contribue aussi au domaine « Environnement » du Cadre de qualité de vie et, plus précisément, à l'indicateur « Gestion des déchets » par l'entremise des activités menées par GCSurplus.

Résultats et cibles

Les tableaux suivants présentent, pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle soutien à l'échelle du gouvernement, les indicateurs, les résultats des 3 exercices les plus récemment déclarés, les cibles et les dates cibles approuvées en 2024 à 2025.

Tableau 10 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur	84,1 %	81,47 %	94 %	Au moins 85 %	31 mars 2025
Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction	89,8 %	90 %	87,6 %	Au moins 90 %	31 mars 2025

Tableau 11 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures (deux heures en cas d'urgence)	99 %	99 %	99 %	Au moins 90 %	31 mars 2025
Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés	84 %	99 %	98 %	Au moins 85 %	31 mars 2025

Tableau 12 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des clients qui sont satisfaits ou très satisfaits des outils et/ou	76 %	66 %	71,5 %	Au moins 75 % Tableau 12 Note 1	31 mars 2025

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
des services de SPAC					
Pourcentage des normes de service de SPAC respectées	65 %	75 %	75,8 %	Au moins 80 % Tableau 12 Note 2	31 mars 2025

Notes du tableau 12

Tableau 12 Note 1

La cible pour cet indicateur a été mise à jour pour qu'elle s'aligne sur la base de référence la plus récente.

Tableau 12 Note 2

La cible pour cet indicateur a été mise à jour pour qu'elle s'aligne sur la base de référence la plus récente.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de SPAC sont accessibles dans l'Infobase du GC.

Plans visant à atteindre les cibles

Résultat ministériel : Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité

Afin d'aider au mieux le gouvernement à servir les Canadiens et les Canadiennes dans la langue officielle de leur choix, SPAC, par l'entremise du Bureau de la traduction, poursuivra la modernisation de ses outils pour fournir des services linguistiques plus rapides et de haute qualité. Par exemple, il continuera d'expérimenter avec des solutions d'intelligence artificielle et de les mettre en œuvre. Quant à GClingua, la nouvelle plateforme de gestion des demandes, il est prévu que sa mise en place soit terminée en 2024. Le Bureau de la traduction continuera aussi à tirer parti des progrès technologiques pour outiller ses langagiers professionnels afin de mieux servir ses clients. En 2024 à 2025, il continuera de collaborer avec des partenaires clés afin d'augmenter la capacité d'interprétation dans les langues officielles et les langues autochtones tout en veillant à la santé et à la sécurité des interprètes. Visant à être le centre d'expertise des langues autochtones, le Bureau de la traduction est, à l'heure actuelle, capable d'offrir des services dans environ 60 dialectes et langues autochtones et il continuera d'élargir son offre de service afin d'être un partenaire clé du gouvernement dans la réappropriation, la revitalisation, le maintien et le renforcement des langues autochtones au Canada. En tant que leader au sein du gouvernement fédéral dans le domaine de l'interprétation en langue des signes et des

Par l'entremise du Bureau de la traduction, SPAC continuera de mettre régulièrement à jour le Guide de la terminologie liée à l'équité, la diversité et l'inclusion et de promouvoir les Lignes directrices pour la rédaction inclusive afin de s'assurer que les Canadiens et Canadiennes ont accès aux ressources linguistiques les plus récentes au sujet de la rédaction non genrée dans les deux langues officielles.

communications accessibles, SPAC s'engage à appuyer la mise en œuvre de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. De ce fait, le Bureau de la traduction étudiera la possibilité d'offrir des services supplémentaires pour assurer l'accès à l'information aux Canadiens et Canadiennes qui sont sourds, sourds et aveugles ou devenus sourds, et dont la langue principale de communication est l'*American Sign Language* (ASL) ou la langue des signes québécoise (LSQ).

Résultat ministériel : Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée

En 2024 à 2025, le ministère continuera de prendre des mesures pour renforcer son approche afin de mieux connaître ceux avec qui le gouvernement du Canada fait affaire et de connaître le risque possible qu'ils représentent. Il consultera des partenaires internationaux, fédéraux, provinciaux et territoriaux afin de cerner les risques émergents qui touchent les marchés publics et de déterminer des stratégies d'atténuation appropriées. Ces efforts fourniront au gouvernement du Canada de meilleurs outils et stratégies afin de mieux répondre aux violations des fournisseurs, notamment celles liées à l'environnement, aux droits de la personne, à la traite de personnes et au travail forcé.

En vue d'appuyer le renouvellement de la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances, dirigé par Santé Canada, et afin de contribuer à la lutte contre la crise des opioïdes, SPAC améliorera son offre de services de juricomptabilité à la police, se concentrant particulièrement sur l'aide aux services de police municipaux lors de leurs efforts pour démanteler les chaînes d'approvisionnement en substances toxiques et inventorier les biens et les produits découlant de la participation du crime organisé à ce marché.

Le ministère continuera de perfectionner ses activités de gestion antifraude en tirant profit du Carrefour antifraude afin de mieux intégrer et coordonner les activités de réduction de la fraude à l'échelle du ministère et de codifier les rôles et responsabilités en matière de gestion des risques. De plus, SPAC continuera d'user de techniques d'analyse de la fraude comme composante clé de l'amélioration de sa capacité à détecter et à prévenir la fraude.

Le ministère poursuivra également ses efforts dans le cadre de l'approche de prestation axée sur le client pour protéger les renseignements et les biens sensibles et stratégiques du gouvernement en améliorant les processus du Programme de sécurité des contrats (p. ex. vérifications de sécurité ciblées) et du Programme des marchandises contrôlées (p. ex. amélioration de la prestation par rapport aux normes de service). De plus, SPAC, en collaboration avec Affaires mondiales Canada et le MDN, continuera de négocier des accords de sécurité bilatéraux avec des partenaires étrangers afin d'offrir de nouvelles occasions d'approvisionnement pour les entreprises canadiennes.

SPAC mènera des initiatives d'information afin d'accroître la visibilité globale et la promotion de la surveillance de l'équité et des services de résolution des différends pour ainsi contribuer à la résolution rapide des différends contractuels et des lacunes en matière d'équité, à l'appui d'un gouvernement ouvert et transparent. Le ministère créera un forum pour cerner les tendances qui ont une incidence sur la prestation de services de surveillance de l'équité et en discuter. De plus, il mènera des consultations afin de dégager des possibilités d'intégrer des considérations autochtones dans ses services de résolution des différends commerciaux afin d'améliorer son offre de service aux fournisseurs autochtones.

Résultat ministériel : Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

SPAC se concentre sur des initiatives stratégiques pour que les organisations fédérales aient les outils et services essentiels dont elles ont besoin. Le ministère demeure déterminé à offrir des services spécialisés, dont l'élaboration de normes, l'accréditation de qualité, les services consultatifs, la gestion des biens et le dessaisissement d'actifs. En 2024 à 2025, l'Office des normes générales du Canada amorcera un examen stratégique avec des intervenants axé sur le renforcement de la collaboration afin de satisfaire aux besoins changeants du gouvernement et de la population canadienne. GCSurplus continuera d'appuyer le dessaisissement des biens fédéraux excédentaires tant au sein du gouvernement qu'auprès du public, soulignant l'importance que SPAC accorde à la durabilité et la valeur. De plus, SPAC continuera de faire évoluer les produits et les offres de service du gouvernement du Canada afin d'assurer une intégration accrue entre les services actuels et le nuage informatique, d'introduire des fonctionnalités et capacités supplémentaires et d'offrir des solutions et des services personnalisés. Le renouvellement du Système d'information sur la gestion des biens saisis demeurera aussi une priorité du ministère. Le nouveau système, conçu au moyen d'une technologie moderne, offrira une meilleure expérience utilisateur et comportera des fonctionnalités supplémentaires afin de simplifier les activités opérationnelles.

SPAC produit et publie la *Gazette du Canada*, le journal officiel du gouvernement du Canada depuis 1841. En 2024 à 2025, le ministère modernisera davantage les opérations de la *Gazette du Canada* en améliorant le Système de consultation en ligne sur la réglementation afin qu'il permette les pièces jointes et en validant et mettant à l'essai l'expérience utilisateur pour la modernisation de son site Web.

SPAC fournit des conseils consultatifs et techniques sur la publicité du gouvernement du Canada et la recherche sur l'opinion publique. En 2024 à 2025, le ministère modernisera le Système d'information sur la gestion de la publicité en ajoutant des guides d'automatisation et d'orientation pour tous les ministères et en terminant la mise à l'essai de la modernisation du Système de gestion de l'information sur la recherche avec un premier groupe de ministères clients.

SPAC planifie aussi de migrer son site Web vers le nuage informatique, offrant ainsi un accès centralisé aux publications du gouvernement du Canada ainsi qu'à son Système intégré de bibliothèque. Au cours de l'exercice financier, le ministère entend aussi réviser son modèle de service en ce qui a trait aux autorisations pour les médias protégés par les droits d'auteur dans le cadre du renouvellement des licences de surveillance médiatique pangouvernementales.

Principaux risques

Analyse des données

En raison de contraintes liées à la main-d'œuvre et de limites sur le plan de l'intégration des systèmes et de la gouvernance des données, SPAC pourrait ne pas être en mesure d'accéder facilement à des données fiables et ne pas disposer de l'expertise nécessaire pour les analyser afin de prendre des décisions rapides et éclairées, ce qui pourrait compromettre les activités ministérielles et la capacité de SPAC d'appuyer ses clients, ses partenaires et d'autres intervenants. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Entreprendre des mesures de dotation ciblées pour pourvoir les postes clés au sein de l'organisation du dirigeant principal des données afin de soutenir le leadership et la mise en œuvre de la stratégie de données de SPAC;
- Renforcer la littératie et la culture des données en enrichissant les compétences et les connaissances;
- Améliorer la gouvernance des données grâce à une collaboration avec des administrateurs de données et l'adoption de pratiques exemplaires à l'échelle de l'organisation;
- Faire évoluer les plans de continuité des activités et les plans de reprise des activités après un sinistre en lien avec les technologies de l'information pour les services critiques.

Transformation numérique

En raison de contraintes sur le plan de la capacité et de l'interdépendance entre les intervenants, SPAC pourrait ne pas être en mesure de déployer rapidement les systèmes de TI modernes et fiables nécessaires à la prestation de services dans un environnement opérationnel à prédominance numérique, ce qui pourrait mettre un frein au soutien apporté au nouveau modèle de travail hybride du gouvernement du Canada. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Moderniser et normaliser le portefeuille technologique de SPAC tout en s'assurant que celui-ci répond à ses besoins opérationnels;
- Travailler en collaboration avec les intervenants internes et externes pour assurer la migration de l'infrastructure obsolète et appuyer la transformation numérique.

Fraude et autres actes répréhensibles

En raison de son statut d'intendant des ressources publiques, SPAC pourrait faire face à des menaces de fraude, de collusion et d'autres actes répréhensibles, ce qui nuirait à la confiance des clients et des intervenants, en plus d'imposer des obligations légales et financières au gouvernement du Canada. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Continuer à rendre opérationnelle la fonction d'utilisation de l'analyse des données pour améliorer la capacité de SPAC à détecter les risques de fraude;
- Tirer parti du Carrefour antifraude et des structures de gouvernance pour intégrer et coordonner davantage les activités d'atténuation des risques de fraude à l'échelle du ministère.

Recrutement et maintien en poste

SPAC pourrait ne pas être en mesure d'attirer et de maintenir en poste un effectif qualifié, engagé et diversifié en raison des conditions du marché du travail et des incertitudes liées à l'évolution du travail, ce qui pourrait nuire à la santé et au bien-être de ses employés ainsi qu'aux efforts du ministère pour réaliser son mandat.

Plus particulièrement, il se peut qu'un écart dans les compétences se creuse entre l'industrie langagière et la main-d'œuvre future, en raison de l'offre limitée de programmes linguistiques au niveau postsecondaire et de la pénurie mondiale d'interprètes. Ces facteurs pourraient nuire à la capacité de SPAC de recruter et de maintenir en poste ses professionnels langagiers.

Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- Continuer de mobiliser les intervenants du secteur langagier au Canada, y compris les universités, les associations universitaires et les associations professionnelles;
- Continuer d'explorer des solutions novatrices pour accroître la capacité et retenir les talents, y compris par le recrutement à l'étranger;
- Continuer de collaborer étroitement avec les administrations de la Chambre des communes et du Sénat ainsi qu'avec les audiologistes pour améliorer les conditions de travail des interprètes.

Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025

- Dépenses prévues : 159 892 137 \$
- Ressources à temps plein prévues : 2 706

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC améliore continuellement ses méthodes de collecte de données et continuera de cerner de nouvelles possibilités afin d'étayer et d'évaluer l'incidence des modifications apportées à ses programmes. Par l'entremise du Bureau de la traduction, le ministère continuera aussi de travailler à accroître les services de traduction et d'interprétation dans les langues autochtones ainsi qu'à offrir des services d'interprétation en ASL et dans la LSQ pour les Canadiennes et Canadiens sourds, sourds et aveugles ou devenus sourds.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus.

Répertoire des programmes

Soutien à l'échelle du gouvernement est pris en charge par les programmes suivants dans le répertoire des programmes :

- Aliénation des biens
- Gestion des services
- Office des normes générales du Canada
- Services d'imagerie documentaire
- Services d'information
- Services de sécurité et de surveillance
- Services linguistiques
- Services organisationnels pangouvernementaux

Des informations complémentaires sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes de SPAC sont disponibles sur l'InfoBase du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Aucun changement n'a été apporté au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière.

Ombudsman de l’approvisionnement

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

Le Bureau de l’ombudsman de l’approvisionnement (BOA) mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d’approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et de fournir des services de règlement des différends.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aussi au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, aux indicateurs « Confiance à l’égard des institutions » et « Accès à un système de justice juste et équitable » par l’entremise de toutes les activités mentionnées dans la description de la responsabilité essentielle.

Résultats et cibles

Les tableaux suivants présentent, pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle ombudsman de l’approvisionnement, les indicateurs, les résultats des 3 exercices les plus récemment déclarés, les cibles et les dates cibles approuvées en 2024 à 2025.

Tableau 13 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel **Sensibiliser aux enjeux liés à l’approvisionnement et échanger des renseignements**

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Nombre d’activités de sensibilisation tenues chaque année avec les fournisseurs canadiens, principalement les petites et moyennes entreprises,	51	64	96	Au moins 48	31 mars 2025

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
les représentants du gouvernement fédéral et d'autres intervenants					
Nombre de provinces et territoires où se déroulent ces activités de sensibilisation	13	12	13	Au moins 6	31 mars 2025
Pourcentage du nombre de nouvelles visites du site Web du BOA d'une année à l'autre	S.O. Tableau 13 Note 1	48 %	S.O. Tableau 13 Note 2	Au moins 5 %	31 mars 2025
Pourcentage de nouveaux abonnés et d'impressions sur les comptes de médias sociaux numériques du BOA d'une année à l'autre	S.O. Tableau 13 Note 3	S.O. Tableau 13 Note 4	2 563 %	Au moins 10 % Tableau 13 Note 5	31 mars 2025

Notes du tableau 13

Tableau 13 Note 1

Nouvel indicateur depuis 2021 à 2022.

Tableau 13 Note 2

En raison de l'arrêt du logiciel de collecte de données de mai 2022 à janvier 2023, ce résultat n'est pas disponible.

Tableau 13 Note 3

Nouvel indicateur depuis 2022 à 2023.

Tableau 13 Note 4

Nouvel indicateur depuis 2022 à 2023.

Tableau 13 Note 5

L'indicateur, sa méthodologie ainsi que sa cible seront revus à l'avenir pour qu'ils rendent compte des tendances actuelles.

Tableau 14 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties	100 %	0 %	100 %	Au moins 75 %	31 mars 2025

Tableau 15 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives	100 %	100 %	100 %	100 %	31 mars 2025
Pourcentage des recommandations faites par l'ombudsman	100 %	S.O. Tableau 15 Note 1	100 %	100 %	31 mars 2025

Indicateur	Résultat 2020 à 2021	Résultat 2021 à 2022	Résultat 2022 à 2023	Cible	Date de réalisation
pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures					

Notes du tableau 15

Tableau 15 Note 1

Le résultat n'est pas disponible parce que le Bureau de l'ombudsman n'a pas mené à bien d'examen de suivi en 2021 à 2022 pour mesurer le pourcentage de recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures. Toutefois, deux examens de suivi ont été lancés au cours de l'exercice et devraient être terminés en 2022 à 2023.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de SPAC sont accessibles dans l'Infobase du GC.

Plans visant à atteindre les cibles

Résultat ministériel : Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements

En 2024 à 2025, le BOA continuera de partager de l'information et de sensibiliser les fournisseurs canadiens et les organisations fédérales aux questions d'approvisionnement en les invitant à se renseigner sur les défis et les possibilités en matière d'approvisionnement et à les informer à propos de ses services. Le BOA fera rapport des tendances et des développements en matière d'approvisionnement fédéral.

Résultat ministériel : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

Conformément à sa devise « Nous sommes là pour vous aider », le BOA continuera d'offrir des services de règlement des différends peu coûteux aux fournisseurs et aux organisations fédérales lorsque des différends surviennent pendant l'exécution d'un contrat. Les médiateurs certifiés du BOA s'efforcent de résoudre les enjeux et les différends liés à l'approvisionnement le plus rapidement et le plus officieusement possible en rétablissant les voies de communication entre les fournisseurs et les ministères. Lorsque les problèmes ne peuvent être résolus de manière informelle, les services de médiation du BOA aident les parties à un contrat fédéral à résoudre leurs différends et à adopter un accord de règlement.

Résultat ministériel : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

En 2024 à 2025, le BOA s'occupera des problèmes liés à l'approvisionnement en examinant certaines plaintes de fournisseurs relatives à l'attribution d'un marché fédéral d'acquisition de biens dont la valeur

est inférieure à 30 300 \$ et de services dont la valeur est inférieure à 121 200 \$. Le BOA peut aussi examiner toute plainte concernant l'administration de certains marchés, quelle que soit leur valeur monétaire. Le BOA examinera davantage les pratiques d'approvisionnement des organismes fédéraux afin de promouvoir l'équité, l'ouverture et la transparence. Les examens seront publiés sur le site Web du BOA afin de partager à la fois les pratiques exemplaires et les recommandations d'améliorations qui y sont identifiées.

Principaux risques

Afin d'atténuer les risques possibles liés à son mandat, le BOA prendra les mesures suivantes :

- Se tenir au fait des tendances, des développements et des initiatives actuels dans le domaine de l'approvisionnement fédéral afin de maximiser la qualité et la valeur de ses recommandations et de ses résultats;
- Collaborer étroitement avec les intervenants fédéraux en matière d'approvisionnement pour s'assurer qu'ils tiennent compte des répercussions de leurs actions et demeurent axés sur les besoins des personnes qu'ils servent.

Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025

- Dépenses prévues : 4 480 464 \$
- Ressources à temps plein prévues : 28

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

Le BOA continuera à appliquer une optique de diversité et d'inclusion à toutes ses interactions avec des tiers, y compris les ministères, les fournisseurs et le grand public. Au cours de l'exercice financier, le BOA participera aussi de manière active au sous-comité sur la diversité et l'inclusion de la Fédération canadienne des bureaux d'ombuds, qui est un forum permettant aux organismes fédéraux d'ombuds de tout le Canada de mettre en commun des informations sur les programmes, les initiatives et les pratiques exemplaires qui favoriseront un milieu de travail diversifié, inclusif et équitable.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus. analyse comparative entre les sexes plus.

Répertoire des programmes

Ombudsman de l'approvisionnement est pris en charge par le programme suivant dans le répertoire des programmes :

- Ombudsman de l'approvisionnement

Des informations complémentaires sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes de SPAC sont disponibles sur l'InfoBase du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Aucun changement n'a été apporté au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière.

Services internes

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)

Description

Les services internes sont les services fournis au sein d'un ministère afin qu'il puisse respecter ses obligations intégrées et exécuter ses programmes. Les 10 catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance
- services de communications
- services juridiques
- services de gestion des ressources humaines
- services de gestion des finances
- services de gestion de l'information
- services de technologie de l'information
- services de gestion des biens immobiliers
- services de gestion du matériel
- services de gestion des acquisitions

Plans visant à atteindre les cibles

Services de communications

Le ministère continue d'améliorer la façon dont il communique avec les Canadiens et les Canadiennes ainsi qu'avec ses employés en utilisant de nouvelles technologies et approches. Il s'agit notamment d'activités de communication adaptées au public visé, telles que l'amélioration des relations avec les médias, la mise en récit et l'utilisation accrue de contenu multimédia. En 2024 à 2025, les plateformes Internet et intranet de SPAC seront modernisées afin de répondre aux exigences du gouvernement relatives au Web et de soutenir une approche centrée sur l'utilisateur, accessible et axée sur les tâches pour la diffusion d'informations et la prestation de services. Le ministère cherchera également d'autres occasions de renforcer l'ouverture et la transparence, en publiant des informations de manière proactive chaque fois que cela sera possible.

Services de gestion des ressources humaines

En ce qui concerne la diversité et l'inclusion, SPAC finalisera la mise en œuvre du Plan d'action 2022 à 2025 pour la diversité et l'inclusion, qui fera l'objet d'un processus de renouvellement continu axé sur la réduction des écarts pour les groupes visés par l'équité en matière d'emploi, particulièrement les personnes en situation de handicap et les peuples autochtones. De plus, un plan d'action sera annexé au plan et comprendra des stratégies visant la réconciliation avec les peuples autochtones. Le ministère poursuivra ses efforts et son action de sensibilisation pour un recrutement qui tient compte de la diversité en élaborant des stratégies de recrutement ciblé. SPAC continuera aussi sa participation active

aux initiatives d'équité en matière d'emploi, dont le Programme de navigateurs de carrière autochtones, le Programme fédéral de stages pour les Canadiens en situation de handicap, le programme de parrainage « Diriger, élever, aspirer et développer » et le programme Mosaic.

Le ministère continuera de renforcer sa stratégie évolutive de santé mentale, de bien-être et d'inclusion en élaborant des outils, des services, des ressources et des activités d'apprentissage à l'intention des gestionnaires et des employés afin de répondre aux besoins évolutifs de santé mentale. SPAC intégrera la solution numérique pour le Passeport pour l'accessibilité en milieu de travail du gouvernement du Canada, qui vise à favoriser des milieux de travail inclusifs, et en fera la promotion.

SPAC poursuivra la mise en œuvre de l'initiative RHunifiées, un modèle de prestation de services intégré et agile. Le modèle sera accompagné d'un nouveau portail de services intégrés afin d'améliorer l'expérience client ainsi que d'une approche de gestion des données qui permettra de mieux surveiller les besoins en services de RH, de mieux rendre compte du rendement des services et d'aider à éclairer les processus décisionnels.

Services de gestion et de surveillance

Le ministère renforce sa façon de gérer les priorités stratégiques horizontales, telles que la réconciliation avec les Autochtones et la durabilité environnementale, en coordonnant la consultation, les opérations et les méthodes novatrices tant internes qu'externes.

SPAC cherche aussi à optimiser son programme de sécurité dans l'ensemble du ministère en continuant à mettre en œuvre son Plan ministériel de sécurité 2022 à 2025 qui soutient la réalisation d'activités d'atténuation des risques ainsi que d'activités de maturité des programmes dans le but de renforcer les bases de la sécurité à SPAC.

Services de technologie de l'information

En 2024 à 2025, SPAC continuera la mise en œuvre de sa stratégie ministérielle en matière de technologies, créée en 2023 à 2024, qui guide la modernisation et la normalisation du portefeuille des technologies de SPAC tout en veillant à ce que les technologies répondent aux besoins opérationnels.

SPAC fera aussi évoluer le rôle de coordination des incidents majeurs et les plans de continuité des activités afin de veiller à ce que les services essentiels demeurent disponibles dans le contexte d'un modèle de travail hybride. Il fera avancer l'intégration de la plateforme ServiceSPAC pour qu'elle convienne mieux aux flux de travail et aux processus ministériels afin d'offrir de meilleurs services aux Canadiens et Canadiennes. Le ministère examinera aussi l'utilité de l'intelligence artificielle dans les services de soutien ministériels comme une solution de robot conversationnel pour le service de dépannage ou d'autres services de renseignements.

Aperçu des ressources prévues en 2024 à 2025

- Dépenses prévues : 322 627 875 \$
- Ressources à temps plein prévues : 3 449

Priorités gouvernementales connexes

Planification de l'attribution des marchés aux entreprises autochtones

SPAC s'est engagé envers une réconciliation économique avec les peuples autochtones et continuera d'améliorer les résultats socioéconomiques en augmentant les possibilités pour les entreprises des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans le cadre du processus d'approvisionnement fédéral.

Afin de soutenir l'engagement du gouvernement du Canada consistant à attribuer chaque année au moins 5 % de la valeur des contrats fédéraux à des entreprises autochtones, SPAC examinera avec Services aux Autochtones Canada les contrats de 2023 à 2024, et validera la détermination et l'approbation des exceptions. En 2023 à 2024, la direction de SPAC n'avait approuvé aucune exception sur les contrats.

Afin d'améliorer les chances de dépasser la cible de 5 % en 2024 à 2025, SPAC :

- Augmentera le volume d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones par le biais de l'exercice de planification ciblée;
- Continuera d'offrir à Services aux Autochtones Canada un plan d'approvisionnement approuvé par un administrateur général en vue de l'atteinte de l'objectif minimum obligatoire;
- Continuera ses activités de sensibilisation, de promotion et de consultation par le truchement du cadre supérieur désigné de SPAC pour la gestion de l'approvisionnement ainsi que par l'entremise du coordonnateur de l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones;
- Continuera, par l'entremise de Soutien en approvisionnement Canada, de mener des activités de sensibilisation auprès de l'industrie, notamment auprès d'entreprises, d'entrepreneurs, de communautés et d'associations autochtones;
- Explorera de nouvelles méthodes afin de faire le suivi et la reddition de comptes de la valeur des contrats de sous-traitance attribués à des fournisseurs autochtones.

En 2024 à 2025, SPAC continuera de renforcer ses pratiques internes, par exemple en exigeant des autorités contractantes qu'elles attestent avoir envisagé le recours à des fournisseurs autochtones pour leurs approvisionnements. Tout comme en 2023 à 2024, lorsque des autorités contractantes n'envisagent pas le recours à des fournisseurs autochtones, elles présenteront une justification à l'équipe d'approvisionnement avant d'octroyer le marché. L'équipe d'approvisionnement contestera les justifications, au besoin, et proposera des fournisseurs autochtones lorsque possible.

Les exceptions ne seront envisagées que dans les cas où il serait impossible de proposer des marchés à des fournisseurs autochtones et où ces possibilités ne pourraient être comprises dans le calcul des objectifs de planification. Aucune exception n'avait été demandée au moment de la rédaction du présent plan.

Tableau 16 : Le tableau ci-dessous fait état des pourcentages réels, prévus et visés d'attribution de contrats à des entreprises autochtones.

Champ de déclaration de 5 %	Résultat réel en 2022 à 2023	Résultat prévu en 2023 à 2024	Résultat visé en 2024 à 2025
Pourcentage total de marchés avec des	2,7 %	5 % Tableau 16 Note 1	5 %

Champ de déclaration de 5 %	Résultat réel en 2022 à 2023	Résultat prévu en 2023 à 2024	Résultat visé en 2024 à 2025
entreprises autochtones			

Notes du tableau 16

Tableau 16 Note 1

Cette cible a été déclarée par SPAC dans son exercice d'établissement des cibles de 2022 à 2023 et a été fournie à Services aux Autochtones Canada. SPAC continue de collaborer étroitement avec Services aux Autochtones Canada et les entreprises autochtones afin d'augmenter le nombre d'inscriptions au Répertoire des entreprises autochtones.

Le contexte et les contraintes qui suivent s'appliquent :

- Ces chiffres rendent compte des marchés attribués par SPAC à titre de ministère et ne comprennent pas les marchés attribués par SPAC au nom d'autres ministères et organismes gouvernementaux en tant que fournisseur de services communs d'approvisionnement.
- Ces chiffres ne tiennent pas compte de toutes les transactions avec les fournisseurs reconnus exclusivement dans le cadre de toutes les Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG ou traités modernes). Des efforts sont actuellement déployés pour isoler les données connexes afin de tenir compte de toute transaction pertinente à l'avenir.
- Ces chiffres ne tiennent pas compte des contrats de sous-traitance avec des fournisseurs autochtones. Des efforts sont actuellement déployés pour isoler les données connexes afin de tenir compte également de cet élément.
- Les résultats sont calculés conformément à la Directive sur la gestion de l'approvisionnement du Conseil du Trésor, Annexe E : Procédures obligatoires pour les marchés attribués aux entreprises autochtones.

Dépenses et ressources humaines prévues

Cette section donne un aperçu des dépenses et des ressources humaines prévues de SPAC pour les 3 prochains exercices et compare les dépenses prévues pour l'exercice 2024 à 2025 avec les dépenses réelles pour l'exercice en cours et les exercices précédents.

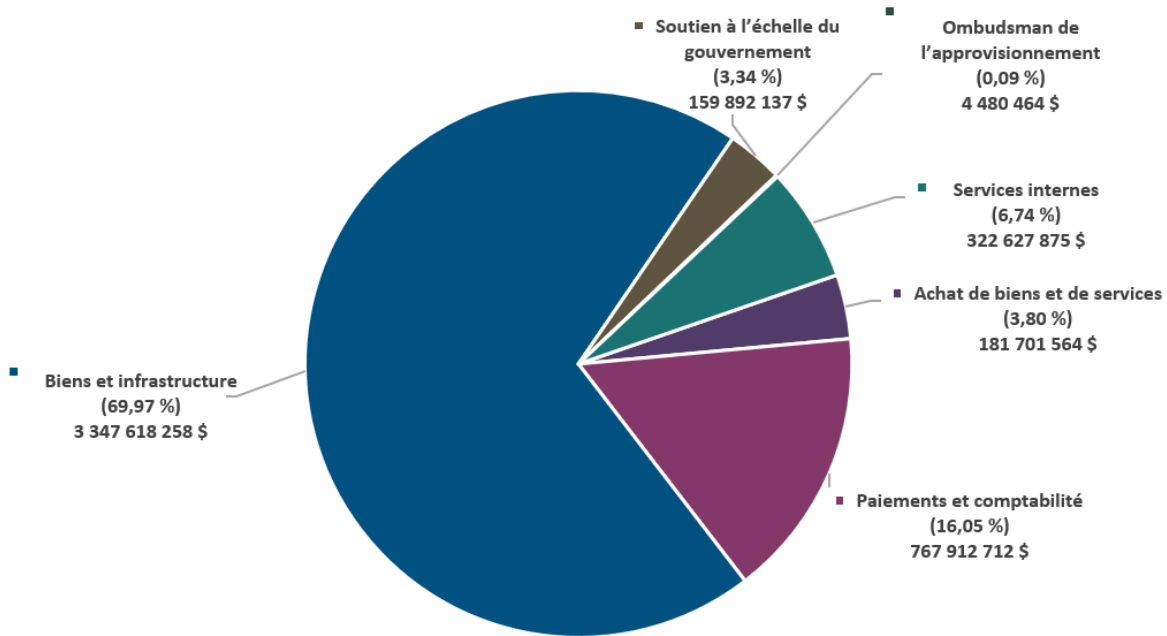
Dans la présente section

- [Dépenses](#)
- [Financement](#)
- [État condensé prospectif des opérations](#)
- [Ressources humaines](#)

Dépenses

Le graphique ci-dessous résume les dépenses prévues de SPAC par responsabilité essentielle et pour ses services internes pour l'exercice 2024 à 2025.

Figure 1 : Dépenses par responsabilité essentielle et pour les services internes en 2024 à 2025



Texte descriptif de la figure 1

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues en 2024 à 2025
Achat de biens et de services	181 701 564 \$
Paiements et comptabilité	767 912 712 \$
Biens et infrastructure	3 347 618 258 \$
Soutien à l'échelle du gouvernement	159 892 137 \$
Ombudsman de l'approvisionnement	4 480 464 \$
Services internes	322 627 875 \$

Explication de la figure 1

Pour l'exercice 2024 à 2025, les dépenses prévues par le ministère pour les programmes et les services s'élèvent au total à **4 784 millions de dollars**. Voici quelques exemples d'activités prévues dans le cadre de chaque responsabilité essentielle pour 2024 à 2025 :

Achat de biens et de services (182 millions de dollars) : Poursuivre la modernisation des pratiques d'approvisionnement, réaliser des achats clés à l'appui de la politique de défense du Canada et continuer à faire progresser les initiatives pangouvernementales visant à accroître la diversité des fournisseurs.

Paielements et comptabilité (768 millions de dollars) : Continuer d’administrer et d’assurer des services exacts et rapides en ce qui a trait à la paye et aux avantages sociaux pour tous les fonctionnaires ainsi que des services aux participants actifs ou retraités au régime de pension.

Biens et infrastructure (3 348 millions de dollars) : Continuer de faire avancer les grands projets de biens immobiliers et d’infrastructure, moderniser le portefeuille de biens immobiliers et élaborer un plan de réduction pour rajuster le portefeuille de biens immobiliers.

Soutien à l’échelle du gouvernement (160 millions de dollars) : Travailler sur diverses priorités comme la transformation numérique dans les services linguistiques, moderniser les services et les outils pour améliorer le service à la clientèle, augmenter la capacité de traitement de l’information et protéger les renseignements et les biens sensibles et stratégiques du gouvernement.

Ombudsman de l’approvisionnement (4 millions de dollars) : Examiner les pratiques d’approvisionnement des organisations fédérales afin d’encourager l’équité, l’ouverture et la transparence et de fournir des services de règlement extrajudiciaire des différends aux fournisseurs et aux organisations fédérales.

Services internes (323 millions de dollars) : Soutenir les dix catégories de services internes du ministère afin qu’il puisse remplir ses obligations intégrées et exécuter ses programmes. Le ministère poursuivra notamment la mise en œuvre de sa stratégie ministérielle en matière de technologies afin de moderniser son portefeuille des technologies, finalisera la mise en œuvre de son plan d’action en matière de diversité et d’inclusion et poursuivra la mise en œuvre de l’initiative RHunifiées.

Veillez noter qu’il ne s’agit pas d’une liste exhaustive de toutes les activités prévues dans le cadre de chaque responsabilité essentielle pour 2024 à 2025. Pour plus de détails, veuillez consulter les sections relatives à chaque responsabilité essentielle dans le présent rapport.

Tableau 17 : Sommaire des dépenses réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau suivant présente des renseignements sur les dépenses pour chacune des responsabilités essentielles de SPAC et pour ses services internes au cours des 3 exercices précédents. Les montants pour l’exercice en cours sont prévus en fonction des dépenses à ce jour.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses réelles 2021 à 2022	Dépenses réelles 2022 à 2023	Dépenses visées 2023 à 2024
Achat de biens et de services	248 612 162	184 863 896	209 652 393
Paielements et comptabilité	584 208 702	564 043 558	816 566 672
Biens et infrastructure	2 821 959 418	3 197 493 336	3 715 699 160
Soutien à l’échelle du gouvernement	155 082 347	144 364 383	190 594 998
Ombudsman de l’approvisionnement	3 995 892	4 630 094	4 855 161

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses réelles 2021 à 2022	Dépenses réelles 2022 à 2023	Dépenses visées 2023 à 2024
Total partiel	3 813 858 521	4 095 395 267	4 937 368 384
Services internes	358 493 710	354 395 781	409 122 268
Total	4 172 352 231	4 449 791 048	5 346 490 652

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Explication du tableau 17

Les écarts observés s'expliquent comme suit :

Le ministère a dépensé environ **277 millions de dollars** de plus en 2022 à 2023 qu'en 2021 à 2022. L'augmentation est principalement due à des dépenses supplémentaires pour la réalisation des projets de biens immobiliers et d'infrastructure du ministère, partiellement compensées par une diminution des dépenses pour les activités liées à la réponse à la COVID-19 du ministère, qui comprenait l'acquisition de biens et de services essentiels, comme de l'équipement de protection individuelle et des fournitures de santé.

Pour l'exercice 2023 à 2024, le ministère prévoit dépenser environ **897 millions de dollars** de plus qu'au cours de l'exercice 2022 à 2023. L'ajout provient principalement de Paiements et comptabilité en raison du financement supplémentaire visant à stabiliser les opérations de paye et à réduire l'arriéré des problèmes de paye, combiné à l'avancement des projets de biens immobiliers et d'infrastructure du ministère, comme les importants travaux de réfection de la Place du Portage III, le Programme d'acquisition des services énergétiques et la réhabilitation de l'édifice du Centre.

Tableau 18 : Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau suivant présente des renseignements sur les dépenses pour chacune des responsabilités essentielles de SPAC et pour ses services internes au cours des 3 prochains exercices.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses budgétaires 2024 à 2025 (telles qu'indiquées dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026	Dépenses prévues 2026 à 2027
Achat de biens et services	181 701 564	181 701 564	182 571 725	157 224 483
Paiements comptabilité	767 912 712	767 912 712	363 563 997	365 797 020

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses budgétaires 2024 à 2025 (telles qu'indiquées dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026	Dépenses prévues 2026 à 2027
Biens et infrastructure	3 347 618 258	3 347 618 258	3 579 502 269	2 794 589 973
Soutien à l'échelle du gouvernement	159 892 137	159 892 137	149 086 318	145 534 159
Ombudsman de l'approvisionnement	4 480 464	4 480 464	4 498 185	4 500 921
Total partiel	4 461 605 135	4 461 605 135	4 279 222 494	3 467 646 556
Services internes	322 627 875	322 627 875	276 455 009	275 025 078
Total	4 784 233 010	4 784 233 010	4 555 677 503	3 742 671 634

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Explication du tableau 18

Les écarts observés s'expliquent comme suit :

Pour l'exercice 2026 à 2027, le ministère prévoit dépenser **1 042 millions de dollars** de moins qu'au cours de l'exercice 2024 à 2025. Cette diminution est due à la fin ou à la réduction progressive du financement d'un large éventail d'initiatives, notamment les suivantes :

- Achats de biens et de services : La diminution du financement reçu pour la solution d'achats électroniques en nuage.
- Paiements et comptabilité : La fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré de problèmes de paye.
- Biens et infrastructure : L'approbation du financement actuel du ministère pour ses grands projets de modernisation des infrastructures, comme le Programme d'acquisition de services énergétiques.
- Services internes : La fin du financement supplémentaire pour les services internes destinés aux employés chargés de l'administration de la paye. Elle est également due aux fluctuations du financement des projets de technologie du renseignement comme la convergence numérique et la plateforme fiable du gouvernement du Canada (PFGC).

Le financement sera rajusté si de futures autorisations étaient reçues.

Tableau 19 : Sommaire des dépenses budgétaires brutes et nettes prévues pour 2024 à 2025 (en dollars)

Le tableau ci-dessous fait le rapprochement des dépenses brutes prévues et des dépenses nettes prévues pour 2024 à 2025.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses brutes prévues 2024 à 2025	Revenus prévus déduits des dépenses 2024 à 2025	Dépenses nettes prévues 2024 à 2025
Achat de biens et services	346 971 101	165 269 537	181 701 564
Paievements et comptabilité	958 297 334	190 384 622	767 912 712
Biens et infrastructure	6 590 362 976	3 242 744 718	3 347 618 258
Soutien à l'échelle du gouvernement	515 254 758	355 362 621	159 892 137
Ombudsman de l'approvisionnement	4 480 464	0	4 480 464
Total partiel	8 415 366 633	3 953 761 498	4 461 605 135
Services internes	398 777 455	76 149 580	322 627 875
Total	8 814 144 088	4 029 911 078	4 784 233 010

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Explication du tableau 19

Les principales sources de recettes du ministère, déduites des dépenses, sont perçues par l'intermédiaire du programme Locaux fédéraux et infrastructure des services immobiliers, ainsi que par ses 3 fonds renouvelables actifs.

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (FRSI) perçoit la plupart des recettes en fournissant des services immobiliers, comme la réalisation de projets, la gestion des installations et les services consultatifs. Le programme Locaux fédéraux et infrastructure des services immobiliers génère des revenus principalement :

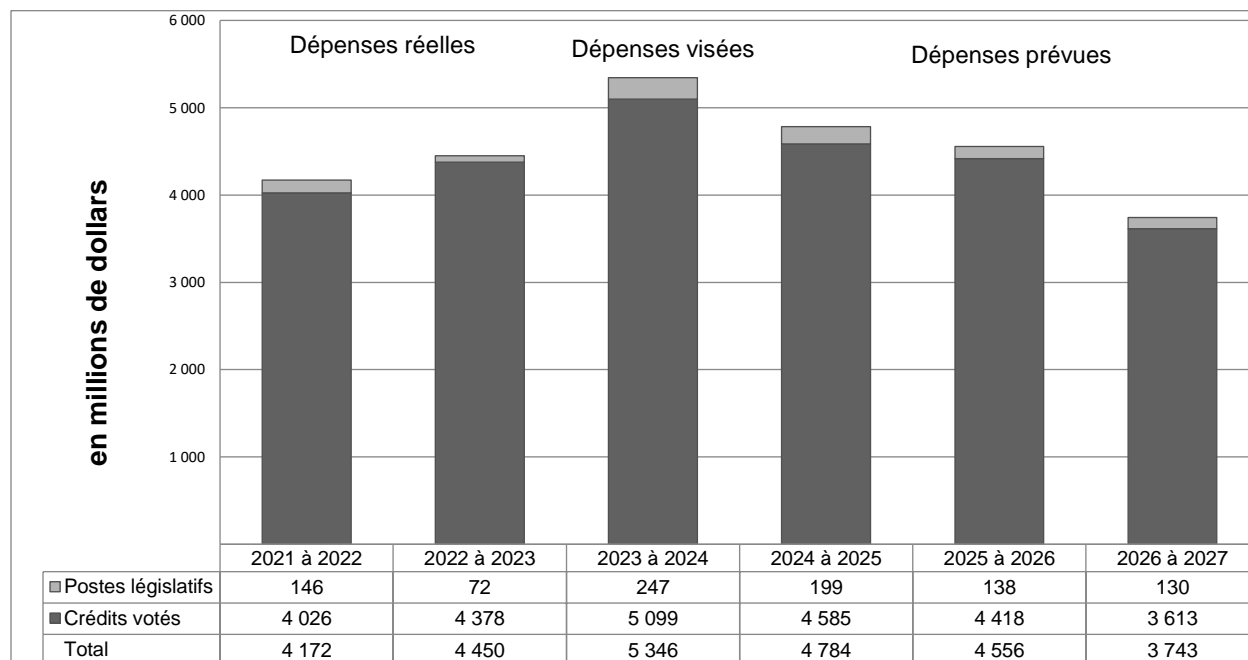
- en offrant des espaces, des salles de conférence et des places de stationnement
- en préparant des espaces à l'occupation
- en produisant et en distribuant des services publics

Les recettes sont également perçues par le Fonds renouvelable des services optionnels (FRSO), qui fournit des services de déplacement et d'achat de vaccins, ainsi que par le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (FRBT) qui offre des services de traduction, d'interprétation et d'autres services linguistiques.

Financement

Le graphique ci-dessous présente les dépenses prévues (dépenses votées et législatives) au fil du temps.

Figure 2 : Dépenses ministérielles de l'exercice 2021 à 2022 à l'exercice 2026 à 2027



Description de la figure 2

Exercice financier	Total	Crédits votés	Postes législatifs
2021 à 2022	4 172 000 000	4 026 000 000	146 000 000
2022 à 2023	4 450 000 000	4 378 000 000	72 000 000
2023 à 2024	5 346 000 000	5 099 000 000	247 000 000
2024 à 2025	4 784 000 000	4 585 000 000	199 000 000
2025 à 2026	4 556 000 000	4 418 000 000	138 000 000
2026 à 2027	3 743 000 000	3 613 000 000	130 000 000

Explication de la figure 2

Ce diagramme à barres représente les dépenses réelles des exercices 2021 à 2022 et 2022 à 2023, les dépenses visées pour l'exercice 2023 à 2024 et les dépenses prévues de l'exercice 2024 à 2025 à l'exercice 2026 à 2027, réparties entre les dépenses législatives et les dépenses votées.

L'écart entre les dépenses visées pour l'exercice 2023 à 2024 et les dépenses prévues de l'exercice 2024 à 2025 à l'exercice 2026 à 2027 est principalement attribuable aux rajustements techniques de l'exercice précédent, aux reports et aux fonds supplémentaires reçus dans le budget supplémentaire des dépenses

de l'exercice 2023 à 2024 et inclus dans les dépenses visées mais non encore connus pour l'exercice 2024 à 2025 à l'exercice 2026 à 2027.

Pour l'exercice 2024 à 2025, le ministère prévoit dépenser environ **562 millions de dollars** de moins que les dépenses visées pour l'exercice 2023 à 2024. Cette diminution est principalement due au financement nécessaire pour la réalisation des projets de biens immobiliers et d'infrastructure du ministère. Le financement sera rajusté si une future autorisation était reçue dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses 2024 à 2025.

Une analyse supplémentaire des écarts entre les dépenses réelles et les dépenses visées est fournie dans le sommaire des dépenses réelles, tandis que l'analyse des écarts dans les dépenses prévues est fournie dans le sommaire de la planification budgétaire.

Budget des dépenses par crédit voté

Des renseignements sur les crédits de SPAC sont accessibles dans le [Budget principal des dépenses 2024-2025](#).

État condensé prospectif des opérations

L'état des résultats condensé prospectif donne un aperçu des opérations de SPAC de l'exercice 2023 à 2024 à l'exercice 2024 à 2025.

Les montants des prévisions et les montants prévus dans le présent état des résultats ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les montants des prévisions et les montants prévus qui sont présentés dans d'autres sections du plan ministériel ont été établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Les montants peuvent donc différer.

Un état des opérations prospectif plus détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des résultats d'exploitation nets avec les autorisations demandées, se trouvent sur le [site Web de Services publics et Approvisionnement Canada](#).

Tableau 20 : État condensé prospectif des opérations pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 (en dollars).

Renseignements financiers	Résultats visés 2023 à 2024	Résultats prévus 2024 à 2025	Différence (résultats prévus 2024 à 2025 moins résultats visés 2023 à 2024)
Total des dépenses	7 405 823 352	7 281 400 500	(124 422 852)
Total des revenus	3 301 283 979	3 269 106 511	(32 177 468)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	4 104 539 373	4 012 293 989	(92 245 384)

Explication du tableau 20

Le coût de fonctionnement net devrait diminuer de 92,2 millions de dollars en 2024 à 2025 par rapport à 2023 à 2024. Cette diminution est principalement attribuable à l'initiative de recentrer les dépenses gouvernementales ainsi qu'au financement reçu des crédits centraux du Conseil du Trésor (comme le report du budget de fonctionnement), inclus dans les résultats visés de 2023 à 2024 mais exclus des résultats prévus pour 2024 à 2025.

Ressources humaines

Tableau 21 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau ci-dessous présente un sommaire sur les ressources humaines, en équivalents temps plein (ETP), pour les responsabilités essentielles de SPAC et pour ses services internes au cours des trois précédents exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction du cumul de l'année.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2021 à 2022	Équivalents temps plein réels 2022 à 2023	Équivalents temps plein prévus 2023 à 2024
Achat de biens et services	2 106	2 294	2 382
Paiements et comptabilité	4 585	4 842	5 453
Biens et infrastructure	4 405	4 533	4 701
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 514	2 539	2 585
Ombudsman de l'approvisionnement	28	31	27
Total partiel	13 638	14 239	15 148
Services internes	3 138	3 049	3 374
Total	16 776	17 288	18 522

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Explication du tableau 21

Pour l'exercice 2023 à 2024, le ministère prévoit une augmentation de **1 746 équivalents temps plein** par rapport à l'exercice 2021 à 2022. L'augmentation est principalement due à l'ajout d'équivalents temps plein afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré de problèmes de paye, combiné à l'augmentation des personnes embauchées pour exécuter les projets immobiliers et d'infrastructure du ministère.

Tableau 22 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau suivant présente des renseignements sur les ressources humaines, en ETP, pour chacune des responsabilités essentielles de SPAC et pour ses services internes prévus pour 2024 à 2025 et les années suivantes.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus 2024 à 2025	Équivalents temps plein prévus 2025 à 2026	Équivalents temps plein prévus 2026 à 2027
Achat de biens et services	2 425	2 433	2 418
Paiements et comptabilité	6 266	2 474	2 474
Biens et infrastructure	4 691	4 715	4 721
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 706	2 693	2 680
Ombudsman de l'approvisionnement	28	28	28
Total partiel	16 116	12 343	12 321
Services internes	3 449	3 415	3 406
Total	19 565	15 758	15 727

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Explication du tableau 22

Les écarts observés s'expliquent comme suit :

Pour l'exercice 2026 à 2027, le ministère prévoit une diminution de **3 838 équivalents temps plein** par rapport à l'exercice 2024 à 2025. Cette diminution est principalement due à la fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de paye et de réduire l'arriéré de problèmes de paye. Les équivalents temps plein prévus seront rajustés si de futures autorisations étaient reçues.

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : Jean-Yves Duclos, c.p., député

Administrateur général : Arianne Reza

Portefeuille ministériel : Services publics et Approvisionnement Canada

Instruments habilitants : La [Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux](#) établit le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement Canada.

Année d'incorporation ou de création : 1841

Autres : Le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a des responsabilités en vertu de 19 autres lois. Les plus importantes sont les suivantes :

- [Loi sur Services partagés Canada](#)
- [Loi sur la capitale nationale](#)
- [Loi sur la Société canadienne des postes](#)
- [Loi sur l'expropriation](#)
- [Loi sur la production de défense](#)
- [Loi sur l'administration des biens saisis](#)
- [Loi sur les biens de surplus de la Couronne](#)
- [Loi sur la gestion des finances publiques](#)

Coordonnées de l'organisation

Adresse postale

Services publics et Approvisionnement Canada
11, rue Laurier, Portage III, Place du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Courriel :

questions@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Sites Web : Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services de SPAC, veuillez communiquer avec nous par l'entremise de la page [Demandes de renseignements généraux](#) de notre site Web.

Vous pouvez suivre SPAC sur [Facebook](#), [LinkedIn](#), [X \(Twitter\)](#), [Instagram](#) et [YouTube](#).

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous se trouvent sur le site Web de SPAC :

- [Détails sur les programmes de paiements de transfert](#)
- [Analyse comparative entre les sexes plus](#)

Des renseignements sur la [Stratégie ministérielle de développement durable](#) de SPAC sont disponibles sur le site Web du Ministère.

Dépenses fiscales fédérales

Le plan ministériel de SPAC ne comprend pas de renseignements sur les dépenses fiscales.

Les mesures fiscales relèvent du ministre des Finances. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût des dépenses fiscales fédérales dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#).

Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédérales

connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et les analyses comparatives entre les sexes plus.

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique servant à faciliter l'élaboration de politiques, de programmes et d'autres initiatives adaptés et inclusifs. L'ACS Plus est un processus qui consiste à déterminer qui est touché par la problématique ou par les possibilités envisagées dans le cadre de l'initiative, à déterminer comment l'initiative pourrait être adaptée pour répondre aux divers besoins des personnes les plus touchées, à prévoir les obstacles qui empêchent d'accéder à l'initiative ou d'en bénéficier et à les atténuer. L'ACS Plus est une analyse intersectionnelle qui va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour tenir compte d'autres facteurs, comme l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la géographie, la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Entreprise autochtone

Tel que défini sur le [site Web de Services aux Autochtones Canada](#), conformément à l'engagement du gouvernement du Canada selon lequel un objectif minimum obligatoire de 5 % de la valeur totale des marchés est attribué chaque année aux entreprises autochtones.

équivalent temps plein (full time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures normales de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Document énonçant les priorités, les programmes, les résultats attendus et les ressources connexes requises d'un ministère sur une période de trois ans qui commence à l'exercice indiqué dans le titre du document. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Plan ministériel 2024-2025, les priorités pangouvernementales sont les thèmes généraux décrivant le programme du gouvernement dans le discours du Trône de 2021 : bâtir un présent et un avenir plus sains; développer une économie plus résiliente; mener une action climatique audacieuse; travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires, défendre la diversité et l'inclusion; avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation; lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Présentation d'information sur le rendement réel d'un ministère au cours d'un exercice par rapport à ses plans, priorités et résultats attendus énoncés dans son plan ministériel pour cet exercice. Les rapports sur les résultats ministériels sont présentés au Parlement chaque automne.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes d'un ministère qui décrit la manière dont les ressources sont organisées pour s'acquitter des responsabilités essentielles du ministère et atteindre ses résultats prévus.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat ministériel (departmental result)

Changement qu'un ministère cherche à influencer. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes. Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.